

.....

présentée et soutenue le 4 février 1926 à 2 heures

CHRISTOPHE P. KYRITSIS

Suffragants : } MM. Morel } Professeurs
Picard }

LIBRAIRIE MODERNE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

19, RUE CUJAS ET RUE VICTOR-COUSIN, 10

1927



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41554629_0029

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses :
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

La Législation des Coopératives en Grèce

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 4 février 1926 à 2 heures

PAR

CHRISTOPHE P. KYRITSIS

Président : M. Lévy-Ullmann

Suffragants : $\left\{ \begin{array}{l} \text{MM. Morel} \\ \text{Picard} \end{array} \right. \quad \left\{ \begin{array}{l} \text{Professeurs} \end{array} \right.$

PARIS

LIBRAIRIE MODERNE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ERNEST SAGOT & C^{ie}

19, RUE CUJAS ET RUE VICTOR-COUSIN, 10

1927



A mon père.

La Législation des Coopératives en Grèce

Introduction

Etymologiquement, le mot coopération ne signifie que le concours de divers hommes ou de divers éléments, pour une œuvre ou un résultat commun.

C'est le célèbre réformateur anglais Robert Owen, un des pères du Coopératisme, qui a donné la signification actuelle du mot coopération. Elle s'entend d'une association reposant plus sur les personnes que sur les capitaux, poursuivant un but non seulement financier, mais aussi moral, la régénération et en tant que système elle se propose d'exclure graduellement toute entreprise individuelle.

Dans la langue de l'économie sociale, aussi bien que dans la langue juridique, on donne à la coopération une acception plus moderne, plus technique. La coopération, entendue en ce sens, n'est qu'un mode d'organisation par lequel, pour pourvoir eux-mêmes à l'un quelconque de leurs besoins économiques, tels que consommation, travail, crédit, les intéressés se concertent entre eux et agissent en commun.

Enfin, au point de vue purement économique, on peut définir la société coopérative par ces deux objets : 1° La

subordination du Capital au Travail ; 2° La suppression de l'entrepreneur en tant qu'être personnel et distinct.

Voici comment s'exprime M. Charles Gide, un des plus illustres apôtres du coopératisme en France : « Aussi longtemps, écrit-il ¹, que le régime économique est organisé comme il l'est aujourd'hui au profit de la production, c'est le capital qui nécessairement fait la loi et l'ouvrier n'est et ne saurait être qu'un instrument d'une importance secondaire ; du jour, au contraire, où l'on suppose un régime économique organisé en vue de la consommation et pour les consommateurs, c'est le nombre qui fait la loi ».

« Le caractère essentiel de la société coopérative, son trait original, révolutionnaire même si vous voulez, c'est que le capital y est non point supprimé ou méprisé, — les gens coopérateurs sont gens trop pratiques pour s'imaginer qu'on peut se passer du capital ou l'obtenir gratis—, mais réduit à son véritable rôle c'est-à-dire d'instrument au service du travail et payé en tant qu'instrument. Tandis que dans l'ordre de choses actuel, c'est le capital qui, étant propriétaire, touche les bénéfices et c'est le travail qui est salarié. Dans le régime coopératif, par un renversement de la situation, c'est le travailleur ou le consommateur qui, étant propriétaires, toucheront les bénéfices et c'est le capital qui sera réduit au rôle de salarié ».

¹ Ch. GIDE, *La coopération* (conférences de propagande), 3^e édition, 1910, pp. 140 et suiv.

Il ne faut pourtant pas confondre la coopération avec la mutualité, ou faire rentrer, comme le font plusieurs auteurs, les œuvres d'assurance mutuelle dans les cadres de la coopération. Assurément toutes deux ont pour but de pourvoir à la satisfaction de certains besoins, en cas de maladie, par exemple, d'organiser des retraites pour la vieillesse, etc. Toutes deux sont sœurs en ce qu'elles sont toutes deux filles de l'aide mutuelle et de la solidarité ; cela n'empêche pas cependant qu'elles aient des physionomies très différentes.

Les sociétés de secours mutuels ont pour rôle la lutte contre les risques qui menacent l'existence humaine (la maladie, la vieillesse, la mort) ; elles ont plutôt un caractère philanthropique.

Les sociétés coopératives, au contraire, ont pour rôle de pourvoir aux besoins de la vie quotidienne par des modes économiques nouveaux ; elles constituent des entreprises. Cette différence entre les deux sociétés est si réelle qu'elles ont une législation différente. Enfin, le but immédiat de ces associations coopératives est de satisfaire aux besoins de leurs membres mieux et plus économiquement que ne le fait l'organisation mutuelle.

Pour M. Cheysson « les institutions mutualistes s'adressent aux crises de la famille telles que, la maladie, la vieillesse, le chômage, le décès, pour y apporter un remède ; les institutions coopératives, au contraire, s'appliquent à la situation normale de la famille, quand le père travaille et se porte bien. Aussi peut-on dire que les premières,

les institutions mutualistes, visent l'état « pathologique » de la famille, tandis que les autres visent l'état « physiologique » ou, pour conserver la même image, que les unes relèvent de la thérapeutique et les autres de l'hygiène sociale »¹.

Voici, d'ailleurs, le criterium de la démarcation à établir entre mutuelle et coopérative selon M. Nast.

Les différences essentielles, pour M. Nast, sont les suivantes :

a) Les œuvres mutualistes sont essentiellement des sociétés d'assurance, ayant pour objet l'indemnisation des pertes que peuvent subir leurs membres ; indemnisation aussi large que possible, d'autant plus large que le nombre des associés est plus grand, mais indemnisation toujours incomplète, car le sinistré supporte équitablement sa quote-part dans la perte (et cela est vrai aussi bien dans la société de secours-maladie que dans l'assurance contre la mortalité du bétail). Cette répartition d'après les conséquences du sinistre explique le nom de mutualité.

b) Dans les organisations coopératives, il ne s'agit pas de faire supporter à l'ensemble des participants les effets d'une infortune advenue à l'un quelconque d'entre eux. Ici le but de l'institution est de faire obtenir à chacun de ses participants un avantage positif, sans que ce résultat se produise au détriment de ses coassociés.

Dans une mutualité le règlement d'un sinistre peut être défini : la répercussion d'une infortune sur chacun des

¹ CHEYSSON, *Conférence sur la Coopération et la Mutualité*, Musée social, Paris, 1899, p. 486.

mutualistes ; si donc les infortunes se multipliaient, la situation empirerait progressivement pour tous les membres de l'association. Dans un groupement coopératif c'est l'inverse qui se produit ; plus il opère, et plus il a chance de prospérer ; à cette prospérité chacun des coopérateurs ne peut trouver que des avantages ¹.

Nous nous rallions au second criterium parce que, plus net, il donne une démarcation définitive selon nous entre mutualité d'une part et coopérative de l'autre. Nous avons insisté sur cette démarcation pour lui donner le plus de précision possible, car non seulement les gens qui n'ont pas fait d'études juridiques, mais même certains auteurs, confondent ces deux catégories de groupements.

CLASSIFICATIONS COOPÉRATIVES

Depuis plus d'un siècle on range sous le nom de coopératives des institutions en réalité très diverses par leurs fins et en même temps très différentes dans leur fonctionnement. Donc une classification nous permettant de distinguer une vraie société coopérative des autres organisations créées pour des fonctions variées, mais qui n'offrent qu'une certaine ressemblance avec les coopératives que nous étudions, est absolument nécessaire.

a) La *classification traditionnelle* répartit ces institutions en trois groupes principaux : les coopératives de consom-

¹ NAST, *Le régime juridique des coopératives, principes coopératifs et exposé synthétique de la législation*, pp. 75 et suiv.

mation, les coopératives de crédit et les coopératives de production. Cependant beaucoup d'autres organisations créées pour des fonctions infiniment variées peuvent se présenter comme des types coopératifs. Pour ne prendre qu'un exemple les coopératives d'habitations ; dans quelle catégorie de coopératives faut-il les classer ? La classification ancienne est insuffisante, car elle ne nous permet pas de discerner la catégorie à laquelle devrait être apparenté tel ou tel de ces groupements.

b) *Classification de M. Cauwès.* M. Cauwès les répartit ainsi : 1° sociétés ayant pour but de procurer les objets de consommation personnelle ou bien l'habitation. 2° Sociétés dont le but collectif est seulement de procurer aux sociétaires les ressources nécessaires à l'exercice d'une industrie de production individuelle. 3° Sociétés de production collective aux risques et pour le compte de la communauté ¹.

c) *Classification bipartite.* — M. Oppenheimer a proposé, à la place de toute classification tripartite des coopératives, une division simplement bipartite. Il divise les sociétés coopératives en deux genres qu'il oppose l'un à l'autre : le premier groupe comprend les coopératives d'acheteurs (Käufergenossenschaften) qui est subdivisé en : a) Sociétés de Consommation (Konsumvereine). b) Sociétés de crédit (Kreditgenossenschaften) ; sociétés d'achat de matières brutes (Rohstoffgenossenschaften) et

¹ CAUWÈS, *Cours d'Economie politique*, 3^e édit., t. III, f° 931, p. 295.

coopératives d'ouvrage (Werkgenossenschaften). c) Sociétés de construction (Baugenossenschaften).

Le deuxième groupe est celui des coopératives de vendeurs (Verkäufergenossenschaften) subdivisée en : a) Sociétés de production (Productivgenossenschaften) ; b) Sociétés d'emmagasiner (Magasinengenossenschaften) ¹.

Sans nous attarder à faire la critique de ces classifications puisque nous nous bornons à les exposer telles quelles, nous dirons que nous préférons la classification de M. Nast qui nous paraît nette, claire, et sans contradiction .

M. Nast ² fait une autre classification également bipartite et distingue deux groupes :

1^{er} groupe : les sociétés poursuivant des fins d'intérêt général, puisqu'elles offrent leurs services à tout le monde (coopératives de consommation ou d'habitation) ;

2^e groupe : tous les autres types d'institutions coopératives, que ces institutions aient pour but la production, le travail en commun en vue de procurer à leurs participants des bénéfices réalisés sur le public ou de faciliter la recherche de certains avantages en faveur des membres de l'association pour l'exercice individuel de leur profession.

Tous ces types ne tendent qu'à un but : créer ce qu'on appelle économiquement « un profit pour chacun des associés ou augmenter le profit que chacun d'eux tire de l'exercice de sa profession. »

¹ OPPENHEIMER, *Die Siedlungsgenossenschaft*, Berlin 1896.

² Voir NAST, *Op. cit.*, pp. 69 et suiv.

Après toutes ces classifications nous donnerons une dernière définition des coopératives proposée par M. Nast et que nous acceptons entièrement. « Les coopératives sont des institutions sociales se définissant à la fois par leur but et le moyen employé pour parvenir à ce but. »

« Le but c'est — suivant l'objet de la coopérative — soit de faire réaliser aux intéressés la plus grande économie possible sur l'acquisition ou la location des choses dont ils ont besoin, soit de leur faire obtenir la plus forte rémunération de leur travail. »

« Le moyen c'est l'union entre les personnes désireuses de se procurer le même avantage et la formation d'une entreprise commune avec un capital provenant des apports de tous les associés. Pour que le moyen fonctionne de manière à atteindre le but, les excédents sociaux sont partagés entre les acheteurs, les emprunteurs, les locataires ou les producteurs, suivant les cas, au prorata de leur chiffre d'affaires ou de travaux, après prélèvement des sommes à affecter aux services et aux réserves par les statuts en vue du rayonnement de la coopération (développement de l'entreprise, propagande, œuvres de solidarité etc.). » ¹

ORIGINE ET DÉVELOPPEMENT DE LA COOPÉRATION

Après l'exposé plutôt théorique et doctrinaire de la coopération nous croyons que quelques indications sont

¹ NAST, *Op. cit.*, pp. 133 et suiv.

nécessaires pour montrer l'origine et le développement de la coopération avant d'entrer dans le sujet propre de notre thèse.

M. Paul Leroy-Beaulieu fait remonter les origines des coopératives jusqu'aux caravanes des pays orientaux qu'il considère comme des sortes de groupements coopératifs temporaires et qui ont aujourd'hui encore, le même caractère.

Les associations coopératives de crédit et de consommation existaient dans les plus anciennes civilisations en Chine, en Grèce, à Rome.

Le repas en commun, caractéristique de tous les peuples méditerranéens, n'était autre chose qu'une sorte de coopération.

En Grèce même les poètes, les acteurs, les musiciens formaient des sociétés coopératives distinctes où la loi fondamentale était la solidarité. Dans les pays slaves les zadrougas ne sont pas autre chose.

Tout ceci nous prouve que la coopération n'est pas si nouvelle qu'elle le paraît et que dans les pays primitifs on trouve déjà cette organisation. Mais c'est surtout dans la période de 1825 à 1860 en Angleterre que les associations coopératives se constituèrent. D'abord la coopérative *Magazines d'Owen* et vers 1844 la célèbre société des *Equitables Pionniers de Rochdale*.

Il nous paraît intéressant de rappeler l'idéal poursuivi par ces 28 tisserands pauvres qui fondèrent cette société. Leur première règle fut le principe de l'argent comptant.

La société fut enregistrée le 24 octobre 1844 sous le titre *Société des Equitables Pionniers de Rochdale*. L'idéal de ces Pionniers se résume ainsi. La Société a pour but et pour objet de réaliser un bénéfice pécuniaire et d'améliorer les conditions domestiques et sociales de ses membres au moyen de l'épargne d'un capital divisé en actions d'une livre afin de mettre en pratique le plan suivant :

1° Ouvrir un magasin pour la vente des approvisionnements, vêtements etc.

2° Acheter ou édifier un certain nombre de maisons destinées aux membres.

3° Commencer la manufacture de tels produits que la société jugera convenables pour l'emploi des membres qui se trouveraient sans travail ou de ceux qui auraient à souffrir de réductions répétées sur leurs salaires.

La partie la plus noble de ce projet, que nul n'a reproduite depuis, est la suivante : La société procédera à l'organisation, aussitôt que faire se pourra, des forces de la production, de la distribution et de l'éducation, de son propre gouvernement ou, en d'autres termes, elle établira une colonie indigène se soutenant par elle-même et dans laquelle les intérêts seront unis. En outre, la Société viendra en aide aux autres sociétés coopératives pour établir des colonies semblables. — Aujourd'hui encore le copératiste le plus convaincu fera siennes des idées émises par les célèbres pionniers.

En 1890, la société fondée par ces hardis novateurs comptait 10.613 membres et en 1904 plus de 14.000.

Pour la compréhension exacte de notre sujet, je crois qu'il est utile et même nécessaire d'esquisser en quelques lignes l'organisation, le fonctionnement et enfin le but des différentes sortes de sociétés coopératives, sous forme d'étude comparative. Nous commencerons par les sociétés de consommation les plus importantes de toutes.

Les Sociétés coopératives de consommation se proposent trois objets différents :

1° Préserver le consommateur des exigences excessives et des fraudes du commerce notamment du commerce de détail, lui assurer le bon marché et la bonne qualité de la marchandise ; il s'agit alors d'une simple union de consommateurs ;

2° Faciliter à l'ouvrier, à l'employé, au petit rentier, au fonctionnaire l'épargne en joignant à son profit l'économie à la dépense. L'épargne est facilitée en ce sens que les bonis qui reviennent aux consommateurs sur le prix courant, sont accumulés et ne lui sont distribués qu'une ou deux fois par an ou même sont transformés en parts de capital de la société ou en fonds de pensions de retraite.

3° Enfin les membres du groupement peuvent, avec une partie des bonis, profiter de la fréquentation des bibliothèques, des cours publics, des cercles, etc.

Le premier de ces trois objets est un but économique, le second un but social, et le troisième un but moral.

Les seules sociétés coopératives de consommation réelles au sens propre du mot sont celles dont le capital

a été fourni soit par la totalité de la clientèle soit du moins par un groupe très étendu de cette clientèle et où la gestion est faite soit par les associés directement soit par leurs délégués sans aucune intervention extérieure. Ces sociétés peuvent soit ne vendre qu'à leurs propres membres, soit vendre à tout le monde ; dans ce cas souvent on augmente légèrement le prix à l'égard des personnes qui, sans être membres, veulent faire des achats.

L'expérience a prouvé que les Sociétés qui ne font d'affaires qu'avec leurs seuls membres ont moins de chances de durée et de succès que celles qui vendent à tout le monde. Ces dernières ont des chances d'arriver à posséder avec le temps, si elles sont bien conduites, une clientèle considérable qui facilite leur développement ultérieur en augmentant leurs moyens d'action et en leur permettant plus de variété dans leurs approvisionnements et leurs achalandages.

A un autre point de vue les Sociétés de consommation peuvent faire bénéficier immédiatement le consommateur de l'économie qu'elles réalisent relativement au commerce de détail. Il leur suffit d'abaisser leur prix au-dessous de celui de leurs concurrents, et de se contenter d'un petit bénéfice de 4 à 5 % pour doter la réserve et servir un intérêt modique.

Enfin une autre méthode plus prudente consiste à vendre à un prix un peu inférieur au prix courant pratiqué par le commerce ordinaire en distribuant des jetons ou bonis, en proportion de chaque achat, qui donnent droit

à une part proportionnelle dans les bénéfices. Parfois même ces bonis, au lieu de donner droit aux bénéfices en espèces, sont échangés contre des actions de la société.

Une fois que ces sociétés sont parvenues à un certain succès elles forment des fédérations qui se prêtent un appui mutuel. Elles arrivent ainsi à créer des magasins d'approvisionnements, ce que l'on appelle des *coholesale societies* et de cette manière elles pratiquent le commerce en gros.

Ce qui a fait le succès des coopératives de consommation c'est que leurs buts sont très variés ; on peut leur demander tout ce qu'on veut, elles se prêtent avec une facilité merveilleuse à n'importe quelle fin sociale. On peut demander à ce genre de coopération soit le bon marché, soit un supplément de revenu, soit une épargne individuelle, etc. La coopérative de consommation est susceptible de s'étendre à tous les besoins de l'ordre matériel.

En France le premier congrès coopératif fut réuni à Paris en 1885 et posa les bases d'une organisation semblable à celle de l'Angleterre. Une union coopérative avec un comité central permanent, une fédération d'achats, des congrès annuels et un journal furent constitués.

Quant à l'Allemagne, lente au début, elle marche maintenant à pas de géant, et elle vise même à dépasser l'Angleterre.

En Belgique le mouvement coopératif a pris un développement extraordinaire et une forme originale. Son trait

caractéristique c'est que l'action coopérative se confond avec l'action politique, ce qui n'est point le cas dans les autres pays.

Ce qui fait encore le succès immense des sociétés coopératives de consommation à la différence des autres sociétés coopératives, c'est qu'elles n'ont besoin que d'un très petit capital parce que, comme dans tout commerce, le capital se renouvelle sans cesse.

Elle peut donc se contenter du capital obtenu par les versements de ses membres sans recourir à l'emprunt.

En France sur une action de 25 frs. il suffit du versement du dixième, c'est-à-dire 2 fr. 50.

Le rendement de ce capital-action, placé dans les sociétés de consommation, est plus avantageux que celui de l'argent déposé dans les caisses d'épargnes.

Parmi les membres l'égalité est le principe : quel que soit le nombre des actions qu'ils possèdent ils n'ont qu'une voix. L'égalité des associés se manifeste encore en ce que les derniers venus dans la société peuvent y entrer aux mêmes conditions que ceux de la première heure et ils y jouissent des mêmes droits. Par suite, la différence est grande avec les sociétés ordinaires. Très souvent même les coopératives exigent des adhérents certaines conditions spéciales telles que l'exercice d'une profession, etc. La liberté d'entrée doit avoir pour complément la liberté de sortie et, en effet, telle est la règle. Toutefois dans la pratique elle se heurte à de sérieuses difficultés d'application.

La vente. — En général la vente s'effectue au prix courant c'est-à-dire au prix du détail. En Angleterre et en Belgique quelques sociétés, afin d'augmenter la répartition des bonis, majorent leurs prix de vente au-dessus des prix de commerce. C'est alors une sorte d'épargne obligatoire.

La vente s'effectue au comptant car, pour pouvoir vendre à crédit, il faut majorer le prix si on ne veut pas se ruiner. Pourtant en Angleterre quelques sociétés font du crédit.

Mais faut-il vendre seulement aux sociétaires ou aussi au public ? En Angleterre on suit la règle de Rochdale c'est-à-dire la vente au public avec restitution aux acheteurs étrangers à la société de la moitié des bonis répartis entre les sociétaires et versement de l'autre moitié au fonds de réserve. En Allemagne la législation défend sous des peines sévères la vente au public. En France, Russie, Espagne, Suisse, la vente au public est pratiquée en général. Mais cette vente est de peu d'importance ; en Angleterre elle est de 4 à 5 % du chiffre total d'affaires.

La Répartition des bénéfices. — Les Pionniers de Rochdale distribuaient les bénéfices entre tous les associés proportionnellement à l'importance de leurs achats.

Pour calculer la part revenant à chacun des sociétaires il faut préalablement savoir exactement le montant de ses achats. Pour cela ou bien on ouvre un compte spécial à chaque sociétaire, ou bien on inscrit tous ses achats sur un livret qu'il doit par conséquent apporter à chaque achat

et déposer à la société au moment de la clôture du compte, ou bien encore on remet à chaque acheteur des jetons représentant ses achats.

Pour calculer le boni on prend le rapport entre le chiffre brut des ventes et le chiffre du bénéfice net réalisé et on applique ce pourcentage au montant des achats de chaque sociétaire. Exemple : si la société a fait un million de francs d'affaires et trois cent mille francs de bénéfices nets, soit trente pour cent, on donnera trois cents francs de bonis au sociétaire qui a acheté pour mille francs de marchandises.

En général, les bonis sont répartis en argent sauf en Belgique où les sociétés belges distribuent les bonis sous forme de bons échangeables contre des marchandises au magasin coopératif. En Angleterre il y a des membres qui ont reçu jusqu'à 300 francs des bonis. En France le maximum des bonis n'a pas dépassé 100 frs., il s'élève, en moyenne, de 30 à 40 francs.

Enfin l'importance du supplément de revenu réparti entre les membres dépend de conditions assez complexes.

1) De la bonne administration et de la prospérité de la société.

2) De l'exactitude du sociétaire à se servir au magasin coopératif.

3) De l'aptitude du magasin à fournir tout ce que demande le sociétaire.

4) De l'absence de concurrence.

5) Du but que vise la société et qui détermine le taux

de la répartition des bonis ; par exemple si elle vise le bon marché elle vendra au prix de revient, si au contraire elle vise l'épargne elle majorera le prix, etc.

Nous nous sommes étendus longuement sur les sociétés coopératives de consommation, car, étant donné le rôle qu'elles jouent dans notre économie sociale, c'est d'elles que dépend, à notre sens, tout l'avenir du coopératisme moderne.

N'est-ce pas la suppression de l'intermédiaire et la subordination du capital au travail qui est le but ultime du coopératisme ? Mais, pour en arriver là il faut commencer par la consommation tout d'abord et pour cela il faut créer des sociétés coopératives de consommation, car, avant de penser à la production coopérative, il faut que les sociétés soient préalablement fédérées pour l'achat et puissent offrir un bloc de plusieurs millions d'acheteurs comme en Angleterre, ou tout au moins quelques centaines de milliers comme en Suisse.

L'association coopérative de production à laquelle nous arrivons maintenant, n'est qu'un groupement d'ouvriers de même métier qui fabriquent par leurs propres moyens certains produits ou exécutent certains travaux, pour répartir entre eux le prix de vente de ces produits ou la rémunération de leur travail.

C'est du développement même de la grande industrie qu'est provenue la réaction contre la monopolisation du travail ; Fourier, Richard Owen, Sismondi signalèrent les premiers les épreuves auxquelles la grande industrie

soumettrait la classe ouvrière et réhabilitèrent le principe de l'association. Les coopératives de production se sont donc créées en face de la grande industrie pour lutter contre elle. Ces sociétés se sont développées dans des conditions moins favorables que les associations et les coopératives de consommation et même que les coopératives du crédit :

1) A cause de la complexité extrême du travail moderne non seulement dans l'industrie mais aussi dans l'agriculture.

2) A cause de la concurrence des capitaux qui tend à abaisser la valeur réelle du travail.

3) Et aussi à cause de l'insuffisance de l'éducation des ouvriers.

Malgré ces défauts les sociétés coopératives de production ont fait de progrès réels ce qui indique qu'avec le temps on arrivera peut-être à éliminer les désavantages que nous venons d'énumérer.

Avant de terminer notre exposé sur les sociétés coopératives, et pour tracer un tableau d'ensemble du coopératisme, nous dirons quelques mots des

Sociétés coopératives de Crédit. — Ici nous sommes en présence non de la coopération directe du travail des participants, mais de la coopération de leurs capitaux. Les immenses succès des sociétés de cette catégorie attestent l'importance de la coopération des capitaux dans l'œuvre générale de la coopération.

Dans les sociétés coopératives de crédit ou banques po-

pulaires, en général, le capital social et les dépôts sont fournis par l'épargne des classes laborieuses. Les statuts indiquent le minimum de chaque mise qui est parfois de un franc seulement ; chaque sociétaire souscrit le nombre de mises qu'il lui convient, et il prend part aux bénéfices et aux pertes dans la proportion des mises qu'il a souscrites. Quant aux pertes il est de l'essence des banques populaires qu'elle soient garanties par la solidarité des associés.

La fonction essentielle des banques populaires consiste à accumuler l'épargne des classes laborieuses pour l'employer à des opérations profitant principalement aux mêmes classes. Les capitaux fournis par elles ne peuvent être prêtés qu'à des personnes de la même catégorie sociale. Souvent les sociétés coopératives de crédit ne limitent pas leurs avances à leurs sociétaires ; elle courent alors les mêmes risques que les banques ordinaires et s'exposent à des pertes susceptibles de compromettre leur destinée. Il importe donc de bien préciser les opérations permises aux banques populaires, escomptes du papier, avances avec garantie solidaire afin de limiter les risques.

Le profit n'est, en effet, qu'un des buts de la coopération. Son but principal doit toujours être l'emploi prudent des épargnes populaires et la sécurité de l'avenir. En Allemagne les résultats obtenus de 1848 à nos jours ont été prodigieux. Les deux systèmes bien connus pratiqués dans ce pays sont les Raiffeisen et Schulze Delstch.

En France, depuis le succès très accentué des syndicats agricoles, la constitution des chambres syndicales ou-

vières permet d'espérer que le crédit populaire fera des progrès.

Nous dirons en passant quelques mots des *sociétés coopératives agricoles*, sans nous attarder aux autres types de sociétés coopératives, par exemple Sociétés d'Habitation, etc.

Il y a des coopératives agricoles qui ont pour but de faciliter d'une manière quelconque l'exploitation des terres des associés. Telles sont les sociétés coopératives ayant pour but la création et l'entretien d'un réseau d'irrigation ou de drainage, l'utilisation d'une chute d'eau et la distribution de la force motrice pour les usages agricoles des adhérents, la construction d'une ligne ferrée pour le transport des produits agricoles des sociétaires.

Dans ces coopératives le bénéfice recueilli par chaque associé lui est distribué en nature et c'est par une répartition des dépenses entre les adhérents au prorata des opérations passées avec la société qu'est assuré le fonctionnement de celle-ci.

C'est à tort que ces coopératives ont été parfois considérées comme des coopératives de consommation.

Parmi les coopératives qui font des opérations agricoles il faut encore ranger celles qui ont pour but d'acquérir un matériel utilisé ensuite par tous les adhérents, telles que les batteuses, les machines à défoncer, etc. Les bénéfices des opérations effectuées sont distribués en nature aux adhérents et c'est la dépense globale qui est répartie entre les membres de la société proportionnellement à

leur participation ou moyennant une cotisation comme pour les syndicats. A cette catégorie appartiennent les coopératives qui transforment et vendent les produits agricoles provenant des exploitations de leurs membres. Elles sont très nombreuses en France. Il n'y a guère actuellement de coopératives qui soient purement des coopératives de transformation ou de conservation et qui ne s'occupent pas de la vente des produits.

En terminant notre introduction un peu longue mais nécessaire pour donner un aperçu du coopératisme en général, nous dirons que, si l'on veut assurer la bonne marche des coopératives, il faut que les lois évitent d'y apporter des entraves, en accumulant les formalités. La loi 602 a su, nous le verrons, se préserver contre ce défaut. Beaucoup de coopérateurs, précisément à cause de la complexité de certaines législations, croient que les associations proprement dites conviendraient mieux aux groupements coopératifs de consommation. Il est donc absolument nécessaire que le législateur sache esquiver d'avance ce fâcheux résultat.

Nous diviserons notre sujet en trois Chapitres :

CHAPITRE I. — *L'état du coopératisme en Grèce avant 1915, c'est-à-dire avant la loi 602.*

CHAPITRE II. — *Analyse de la loi 602 sur les Sociétés Coopératives, telle qu'elle a été complétée par les lois 1435 et 1568.*

CHAPITRE III. — *Des Coopératives depuis 1915 jusqu'à juillet 1925.*

CHAPITRE PREMIER

L'état du Coopératisme en Grèce avant 1915 c'est à dire avant la loi 602 ¹

Si avant 1915 nous comparons le mouvement de la coopération en Grèce à celui des autres pays nous constaterons avec regrets qu'il laisse beaucoup à désirer.

La raison en est que l'Etat n'a pas su se rendre compte de l'importance des coopératives pour le bien de l'économie nationale et n'a montré presque aucune diligence par le moyen d'une disposition légale pour leur constitution et propagation. Mais, malgré cette incurie, l'initiative privée, quoique faible et isolée, n'a pas tardé à apparaître, et c'est à elle qu'est due la seule expérimentation importante. Elle a fourni la preuve réelle que le succès du coopératisme en Grèce est aussi facile à obtenir que dans les autres pays, et que le scepticisme et la crainte de l'insuccès de la part des paysans conservateurs ne doivent pas paralyser les efforts du gouvernement.

Tandis que même les pays voisins, comme la Roumanie, la Serbie et la Bulgarie, accomplissaient de rapides progrès dûs, pour une large part, aux efforts de leurs gouvernements respectifs, notre pays demeurait presque dans l'ignorance des nouveaux principes de la vie sociale.

¹ En Grèce les lois, n'étant pas codifiées, sont numérotées par ordre chronologique et sont désignées par leur numéro d'ordre.

Ceux qui s'intéressaient au sort des pauvres — et le peuple grec excelle dans ce rôle — ne trouvaient d'autre moyen de manifester leur intérêt pour les classes déshéritées qu'en faisant l'aumône. Mais cet acte de bienfaisance est non seulement inefficace mais aussi immoral, car il entretient les mauvais instincts de la mendicité et du fainéantisme. La charité n'est bonne qu'à l'égard des personnes malades mentalement et physiquement.

Pour ceux qui le sont économiquement il y a d'autres moyens plus convenables que celui-là, notamment la coopération qui pourra un jour faire disparaître l'inégalité des classes.

D'ailleurs voici ce que dit Tolstoï dans cet ordre d'idées. « Je crois que le seul et radical moyen contre le malheur qui règne, c'est-à-dire la lutte des classes et l'oppression de la majorité du peuple par une minorité oisive, est la renaissance religieuse de l'individu ¹. Mais ceci ne m'empêche pas de déclarer que la constitution et le soutien des coopératives est la seule action sociale, qui convient à un homme avancé, qui ne désire pas appartenir aux opprimés. Je suis de l'avis que le mouvement coopératiste peut diminuer la misère des classes laborieuses. L'organisation coopérative est une des meilleures tendances de notre époque, c'est à elle que doit se consacrer la jeunesse qui désire servir le peuple » ².

¹ *La base de la doctrine de Tolstoï est l'Evangile.*

² *Deutsche Landwirtschaftliche genossenschaftspresse*, 1910, p. 163.

Toutefois nous considérons comme un devoir de signaler le fait que l'institution du coopératisme n'était pas tout à fait inconnue en Grèce quand, pour la première fois, elle a commencé à s'y répandre.

Dès avant l'époque moderne, c'est une institution qui y avait apparu, s'était formée et avait progressé. Chez le peuple hellène, de toute antiquité, les germes de la coopération n'ont jamais manqué. Les deux premiers exemples que nous citerons se rencontrent encore chez nous sans avoir encore reçu la forme parfaite d'une coopérative.

L'élevage et l'entretien des moutons se pratiquent chez nous presque à la façon des nomades ; pendant l'été (du 23 avril au 26 octobre) dans les régions les plus montagneuses du pays et pendant l'hiver dans les prairies louées par les pâtres eux-mêmes. Quand le nombre de moutons appartenant à chaque berger est de peu d'importance, alors plusieurs les réunissent en un seul troupeau sous la direction d'un seul chef. Ce dernier s'occupe de trouver les pâturages à louer, passe les contrats avec les propriétaires des prés, répartit le travail entre les bergers qui travaillent sous sa garde et divise les lieux loués d'après leur productivité et d'après les différentes espèces de moutons. C'est lui qui vend les agneaux aux bouchers, et le lait aux fromagers. Enfin c'est lui qui a mission de protéger les intérêts des bergers à l'égard des tiers.

Cette organisation ne contient certainement pas toutes les règles d'une coopérative, mais, se pratiquant sans conventions écrites et prospérant depuis un temps immémo-

rial, elle démontre que la coopérative a trouvé chez le peuple grec un terrain fertile apte à voir progresser les plus parfaites entreprises de ce genre.

De telles organisations coopératives, nous en trouvons encore chez nous dans la préparation du lait qui provient de moutons appartenant à un petit nombre d'agriculteurs. Ces moutons sont groupés sous la conduite de bergers salariés, qui le plus souvent eux aussi possèdent une fraction du troupeau commun qui pâit dans des terrains loués ou cédés, ou dans les roselières. Ces troupeaux restent en permanence dans la même région, à la différence des moutons des éleveurs de bestiaux qui vivent en nomades et forment de grands troupeaux.

Le lait produit est vendu aux fromagers si la quantité est importante ; sinon il est transformé par les bergers eux-mêmes en fromage.

Ici encore se manifeste la coopération. Si la quantité de lait produit chaque jour était distribué entre les différents agriculteurs propriétaires des moutons, alors la part qui reviendrait à chacun serait insignifiante et insuffisante pour être transformée en fromage et vendue ensuite. Pour cette raison le lait produit est mesuré tous les jours, il est ensuite attribué successivement à chaque propriétaire et ainsi, à la fin, chacun d'eux aura obtenu la quantité de lait proportionnelle au nombre de ses moutons et il pourra en faire un usage utile.

Cette forme simple de coopérative ne diffère pas de l'ancien type des Fruitières qui a existé et qui existe en-

encore en France et en Suisse, tout en évoluant vers le type de parfaites coopératives.

Les groupements dominés par un sentiment patriotique fournissent aussi des exemples frappants de coopération. C'est cette idée de coopération qui a uni secrètement et fraternellement en Grèce les trois petits marchands d'Odessa, Xanthos, Scufas et Tsakalof. En 1814 ils avaient formé une société secrète, qu'on a appelée l'Hétairie, afin de préparer la Révolution de 1821 qui aboutit à la libération de notre pays du joug turc.

C'est encore à la coopération des Clephtes et des Armatotes que nous devons en grande partie notre Indépendance.

Même dans le domaine de l'Eglise orthodoxe nous trouvons cette idée de coopération, car c'est elle qui a uni les trois pères de l'Eglise, Basile, Grégoire et Chrysostome ; ce sont leurs statuts qui servent encore aujourd'hui de base à notre office. Dans le même ordre d'idées il est permis de rappeler que les repas en commun des premiers Chrétiens n'étaient autres que des coopératives.

Dans l'antiquité même les prêtres, les acteurs, les musiciens formaient des sortes de coopératives dont la base était la solidarité.

Mais, en dehors de ces coopératives tout à fait imparfaites, qui sont restées presque à l'état d'enfance, il y en a eu d'autres qui ont fonctionné à l'instar des types les plus parfaits avec toutes les règles des coopératives.

Boulanger, le grand historien, nous a conservé quelques

renseignements sur la fameuse coopérative d'Ambelakia, en Thessalie, ainsi que sur les coopératives maritimes des différentes villes de l'Archipel. Ce qu'il y a de plus étonnant, c'est que ces coopératives ont vu le jour sous le joug barbare et sans aucune intervention politique. De ce fait nous pouvons conclure, en passant, que les coopératives peuvent se constituer sous n'importe quelle forme de gouvernement, soit Monarchie absolue, soit République.

Ces coopératives n'avaient pour but que la juste répartition des profits d'après le travail accompli et le capital versé par chacun des membres de la Coopérative. Mais on prélevait toujours d'avance un fonds de réserve pour l'instruction des enfants et pour les secours à prodiguer aux orphelins et aux veuves des membres de l'association.

La coopérative d'Ambelakia comprenait vingt-deux villages de Thessalie et sa principale industrie consistait dans la fabrication de fils rouges en coton. Hommes, femmes et enfants y contribuaient par tous les moyens dont ils disposaient. Les plus expérimentés étaient envoyés, aux frais de la coopérative, à Constantinople, Smyrne, Vienne, Amsterdam, Londres, Odessa, dans le but d'ouvrir des succursales car non seulement l'exploitation industrielle mais aussi l'exploitation commerciale s'étendaient. Les gains considérables de cette coopérative lui permettaient d'entretenir dans chaque village, des médecins, des écoles, des bibliothèques, des dépôts de blé, etc...

Fondée en l'an 1795 avec un capital de 100.000 francs

environ, cette coopérative possédait en 1810, époque de sa plus grande prospérité, un capital de plus de vingt millions. Mais une telle prospérité devait fatalement susciter la mauvaise foi, la jalousie, et la colère des conquérants, et, pour comble d'infortune, une somme de plus de dix millions, déposée à Vienne, fut engloutie par la faillite de l'Autriche en 1811. Et surtout le coup fatal a été porté à la coopérative par la révolution industrielle de l'Europe. En Turquie les industries jusque là florissantes, ne bénéficiant pas de la protection douanière, n'eurent pas le temps de renouveler leurs méthodes productives et disparurent assez rapidement. Et, à Ambelakia, l'ouvrière fut réduite à ne plus gagner que vingt centimes par jour, sans même être sûre de vendre le produit de son travail.

En ce qui concerne les coopératives maritimes, nous pouvons ajouter que, dans l'espace de trois ans, elles avaient construit plus de 2.000 navires marchands dans tous les ports de Grèce. Il suffisait qu'une petite coopérative maritime possédât la somme de 5.000 écus pour qu'elle s'associât avec d'autres, avec des charpentiers avec des fabricants de cordes, des marchands de bois et d'autres fournisseurs, et ainsi, grâce aux efforts communs, le petit navire était construit. Tout le matériel employé ainsi que le travail accompli s'évaluaient en argent, et l'on trouvait ainsi la valeur du petit navire marchand. Chaque fournisseur ou ouvrier s'associait donc pour une part égale au travail ou aux dépenses par eux effectués.

Ainsi la Grèce a vu naître et prospérer les coopératives

sous le règne de l'esclavage. Dès lors, il semblait permis d'espérer que, après son indépendance, l'Hellade, sous cette influence morale du coopératisme, se régénérerait économiquement et s'efforcerait de répandre les lumières de cette solidarité fraternelle sur les pays voisins en Orient. Mais malheureusement ces espérances se sont évanouies et les déceptions ont été nombreuses : « Les événements, dit Boulanger, n'ont pas donné satisfaction à l'attente générale. Nous pourrions en indiquer les motifs ; mais nous nous contenterons seulement de remarquer que le super-républicanisme de l'esprit grec, au lieu de s'anoblir par le coopératisme, s'est perdu au contraire dans les discussions politiques ; c'est le résultat d'une liberté sans ordre. » ¹

Mais indiscutablement les choses ont changé depuis cette époque ; elles se sont améliorées et l'esprit de fraternité, de solidarité et de coopératisme renaît et prospère. Les statistiques le démontrent clairement. D'ailleurs l'enthousiasme avec lequel le peuple grec a accueilli en 1915 la loi sur les coopératives témoigne de cette renaissance de l'esprit de fraternité.

Le secret de la régénération économique de la Grèce, comme de tout pays d'ailleurs, consiste dans le coopératisme, et nous pouvons proclamer avec Dobrowsky, qu'il constitue le précurseur d'un nouveau monde, le monde de la fraternité.

¹ Voir l'exposé de la commission de la Chambre sur le projet de loi des coopératives du 13 oct. 1914.

La première tentative de propagation chez nous des nouvelles bases du coopératisme a été faite en 1905, par M. Jassemidès dans le *Bulletin Agricole*, où il étudiait les avantages des coopératives agricoles, et ses résultats dans les pays étrangers.

Déjà en 1900 avait été constituée à Halmyros une caisse de secours mutuels agricole, dans le but de procurer des crédits à ses membres. Toutefois cette caisse agricole ne reposait pas sur les principales bases des coopératives, c'est-à-dire la responsabilité solidaire des membres, la constitution d'un capital de réserve, et la distribution des gains d'après la collaboration de chaque membre. La formation de ces premiers capitaux provenait en majeure partie de donations. Cependant ses opérations commerciales florissaient tellement qu'en 1908, à la suite d'une modification des statuts, cette caisse devint la première coopérative agricole de crédit, et depuis lors ses affaires ont considérablement augmenté. A la fin de 1914 elle avait 81.000 drachmes de capital et 160 membres.

En 1909, une autre coopérative : *La Société Mégareenne de vins et d'alcools*, se constitua pour atténuer la crise économique des vigneronns mégaréens. La première année de sa constitution, elle avait réalisé 30 % de bénéfices. En 1914, cette société avait concentré le 1/15 du moût produit dans la circonscription de Mégare.

Citons encore une coopérative, fondée en 1912 à Lio-pessi d'Attique, avec une organisation de type italien, dans le but d'effectuer des achats et ventes.

En Crète aussi il y avait des sociétés coopératives agricoles. D'autre part, à cette époque, il existait un assez grand nombre de coopératives du type de la Coopérative d'Halmiros, mais d'une importance minime. Ainsi en Thessalie on en rencontre 4, en Eubée 4, en Péloponèse 4, en Grèce Centrale 2, et une en Céphalonie.

Mais, à part ces coopératives agricoles, d'autres non agricoles avaient été constituées avant 1915. Sous la forme de coopérative de consommation fonctionne à Athènes, depuis 1890, *L'Union Militaire Grecque*, dans le but de servir tout d'abord les militaires associés, puis aussi le public, qui peut librement se procurer à bon marché tous les articles, et enfin de vendre à crédit à tous les fonctionnaires et aux employés des sociétés. En 1913, le capital de cette Union était de 511.000 drachmes, l'action était de 200, et le chiffre d'affaires atteignait 1.027.498 drachmes.

En 1913, sous le type de société anonyme, avait été fondée à Athènes une coopérative dans le but de fonder un journal et de créer d'autres publications pour défendre les intérêts de la classe laborieuse. Cette coopérative, avec la raison sociale *Coopérative d'Édition* avait réuni un premier capital formé de 2.000 actions de 20 drachmes chacune ; elle publie aujourd'hui le journal *Le peuple*.

Nous voyons aussi avant 1915 des corporations ouvrières, agricoles, etc., poursuivre non seulement des buts professionnels, d'utilité publique, nationaux, etc., mais de même des buts coopératifs, ressemblant ainsi aux syndicats français dans leur première évolution.

Ainsi en 1905, par Décret Royal avait été approuvée la *Corporation des Artisans de Lamie* qui, en 1914, pouvait prêter à ses membres 101.130 drachmes. Ce syndicat, si l'on peut le désigner ainsi, accepte tous les dépôts des membres, alloue des crédits et emprunts avec intérêts à 6 %, et enfin entretient une caisse de secours mutuels en vue de l'assistance, de la fourniture de médicaments, de consultations médicales, etc.

Nous pouvons donc conclure, que, du fait que plusieurs coopératives agricoles s'étaient constituées en Grèce pendant une période de guerre (guerre balkanique de 1912-1913) durant laquelle les masses paysannes vivaient dans des conditions anormales, la mentalité grecque était favorablement disposée à accueillir la loi 602 avec les nouvelles bases de la coopération ¹.

Si l'on examine maintenant l'état du coopératisme au point de vue législatif avant 1915, on constate qu'il se réduisait aux dispositions insuffisantes du droit civil et commercial et à quelques lois éparses mais tout à fait spéciales.

Le projet de loi du 24 juillet 1911 : *De la Constitution d'une Caisse centrale de Crédit agricole, et des coopératives agricoles en général* n'avait pas, en réalité, une portée générale. D'ailleurs il n'a jamais été voté.

La loi du 24 janvier 1910 intitulée : *De l'abolition de l'impôt foncier assis sur la superficie des terres, et de la*

¹ MICHALACOPOULOS, *Exposé des motifs de la loi sur les coopératives*, 13 septembre 1914, pp. 16 et suiv.

constitution de caisses pour la défense de la production du vin introduisait une sorte de coopérative forcée.

Ainsi encore la loi du 26 août 1911 : *De l'approvisionnement des paysans par l'Etat en articles agricoles* modifiée par celle du 18 décembre 1913, permet à l'Etat de fournir aux paysans le sulfate de cuivre, le soufre, les engrais, les instruments aratoires, les semences et les animaux sur la base d'un prix équivalent au prix d'achat, y compris naturellement toute autre dépense. .

En sens inverse et pour seconder l'initiative des intéressés nous pouvons signaler la loi du 24 mars 1914 : *Du renforcement de l'agriculture au moyen de l'achat des produits agricoles*.

Citons encore la loi du 28 juillet 1914 sur les corporations, etc...

Ce n'est que la loi 602, votée le 31 décembre 1914, qui est venue donner libre cours aux coopératives de toutes les catégories. Il convient d'observer que d'après le Droit Commercial les coopératives qui devaient poursuivre un but ressemblant au but des sociétés commerciales (achat, vente, consommation, production, banques populaires, etc.), devaient se conformer au type des sociétés par actions si elles voulaient être à responsabilité limitée, et au type de sociétés en nom collectif dans le cas contraire. Mais comme ces dernières n'étaient pas encore très répandues, la loi 602, pour parer aux difficultés que leur application serait susceptible de présenter a simplifié les conditions de l'admission des associés et n'a pas exigé la fixation du capital.

CHAPITRE II

Analyse de la loi 602 sur les coopératives telle qu'elle a été complétée par les lois 1435 et 1568

Cette loi, qui comprend 95 articles, a été votée le 31 décembre 1914.

Nous allons l'étudier en 6 sections :

SECTION I. — *Constitution de la société coopérative.*

SECTION II. — *Des rapports entre les associés et la société.*

SECTION III. — *Administration de la coopérative.*

SECTION IV. — *Dissolution et liquidation de la société.*

SECTION V. — *La faillite et sa prévention.*

SECTION VI. — *Dispositions diverses ; pénales, générales et transitoires.*

SECTION I. — CONSTITUTION DE LA SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE.

Pour qu'une société coopérative soit valablement constituée il faut : a) que les statuts soient rédigés et signés au moins par sept personnes sans aucune autre formalité et b) que l'original soit soumis à l'approbation du Ministère de l'Economie Nationale. Celui-ci peut modifier les

statuts dans le cas où ils sont contraires aux lois, mais il ne peut imposer sa volonté relativement aux changements qu'il aurait désirés.

Cet acte d'approbation ou modification des statuts par le dit Ministère est publié gratuitement par ses soins dans le *Journal du Gouvernement* ; par ailleurs l'original est imprimé en nombre suffisant d'exemplaires pour les membres de la société, le tout au frais du ministère.

Dès l'approbation, la coopérative acquiert la personnalité morale.

Outre les mentions facultatives prévues par la loi 602, les statuts doivent contenir les énonciations suivantes :

- 1) la raison sociale de la coopérative ;
- 2) le siège social ;
- 3) le but et la durée ;
- 4) les conditions de l'admission et de la sortie des associés ;
- 5) le mode d'après lequel doit se former plus tard le capital de la société ; le chiffre maximum de l'apport de chaque sociétaire, le versement du dixième au moins de cette somme ;
- 6) le mode de l'organisation, de l'administration et de de la représentation de la société ainsi que le mode de contrôle de l'entreprise ;
- 7) l'étendue de la responsabilité des associés ;
- 8) le mode de confection et de vérification du bilan ;
- 9) le mode du placement et de l'assurance des capitaux de la société ;

10) le mode de calcul des profits et pertes, de leur répartition entre les associés, le mode de formation d'un capital de réserve ayant pour but de couvrir les pertes éventuelles, les modes de dissolution de la société et de disposition du capital de réserve ;

11) le mode de convocation de l'assemblée requise afin de prendre des décisions à la majorité ;

12) le mode d'après lequel se font les notifications et les communications de la coopérative ;

13) La question de l'admission comme associés des personnes qui, ou bien n'habitent pas le ressort de la coopérative, ou bien se trouvent en relations commerciales avec les associés, cela toujours dans la mesure où le permet la loi.

La raison sociale doit être suivie des initiales des mots *Responsabilité Limitée* ou *Responsabilité Illimitée*.

Pour la modification ou la prolongation de la société il faut la décision de l'Assemblée générale.

Pour le changement du but de la société et pour l'augmentation des parts des associés il faut la majorité des $\frac{3}{4}$ du quorum exigé par l'art. 44, qui est de la moitié de tous les associés. Pour les autres changements les statuts exigent les $\frac{3}{4}$ des associés présents toutes les fois qu'ils ne prévoient pas d'autres conditions. Mais chaque changement doit être approuvé par le Ministère de l'Economie Nationale.

Ce dernier exerce une surveillance pour l'observation

des lois et des statuts et un contrôle sur l'administration des sociétés.

En ce qui concerne les livres à tenir chaque coopérative est obligée d'avoir un livre contenant, outre les statuts, le nom et le prénom de chaque associé, leur profession et domicile, la date de leur admission et de leur démission. Ce livre doit être signé et paraphé par le juge de paix. Le reste des livres à tenir est indiqué par un décret du chef de l'Etat.

SECTION II. — DES RAPPORTS ENTRE LES ASSOCIÉS ET LA SOCIÉTÉ.

Ces rapports sont prévus par les statuts, qui peuvent déroger à la loi toutes les fois que celle-ci le permet explicitement. Là où les statuts sont muets c'est le Droit Commercial qui comble les lacunes. La société peut être à responsabilité limitée ou à responsabilité illimitée. Elle a la personnalité morale.

Les femmes mariées n'ont pas besoin de l'autorisation maritale, ni les mineurs du consentement de leur père ou tuteur pour s'inscrire comme membres.

Pour qu'une personne devienne membre, il faut :
a) qu'elle ait la libre disposition de sa fortune et *b)* une déclaration écrite contenant l'acceptation de toutes les conditions de la société sans aucune réserve. Est rayé de la société : 1) celui dont la conduite est notoirement hostile aux intérêts de la société ; 2) le condamné d'après les

art. 22 et 24 du Droit pénal ; 3) celui qui est membre d'une autre coopérative ayant le même but.

Chaque associé peut se retirer de la société une année après son inscription, mais à la fin de l'exercice seulement, après avoir fait sa notification de retraite au moins trois mois à l'avance. La société peut fixer un délai plus long avant lequel l'associé ne pourra se retirer mais ce délai ne devra pas excéder 10 ans. L'associé qui s'est retiré ne peut plus siéger aux assemblées générales ni à celles du Conseil. Il ne peut non plus demander la liquidation de la société. Ce n'est qu'à la fin de chaque exercice que se fait la liquidation du compte de l'associé retiré.

Si le capital de la société, après y avoir imputé le fonds de réserve et toutes les parts des associés, ne suffit pas à couvrir les dettes existantes, l'associé qui s'est retiré demeure responsable jusqu'à concurrence de sa part si la société est à responsabilité limitée ; dans le cas contraire sa part est calculée, comme d'ailleurs pour tous les associés, par tête.

On ne peut pas céder sa part à quelqu'un qui n'est pas associé ; d'autre part la société ne peut pas prendre comme gage les parts des membres.

En cas de mort de l'un des associés celui-ci est considéré comme s'étant retiré de la société seulement à la fin de l'exercice ; jusqu'à cette date ce sont ses héritiers qui sont investis des droits et charges qu'avait le *de cujus* de son vivant.

Celui qui adhère plus tard à la société est responsable des obligations contractées par elle-même avant son entrée.

Dans le cas d'une société à responsabilité illimitée si quelqu'un cesse d'être membre par suite de mort, démission, faillite, etc., ses héritiers sont responsables, à son lieu et place, des obligations de la société contractées avant sa démission, sa mort, etc, et cela pendant deux ans.

Deux ans après la dissolution de la société, les membres cessent d'être responsables.

Les créanciers personnels des membres n'ont aucun droit sur les biens de la coopérative et n'en ont même pas sur les dividendes ; ce n'est qu'après la cessation de la qualité d'associé de leur débiteur qu'ils peuvent poursuivre leur paiement sur le capital de la société jusqu'à concurrence de la part revenant à leur débiteur.

SECTION III. — ADMINISTRATION DE LA COOPÉRATIVE.

A la tête de chaque coopérative se trouve un *Conseil d'administration* composé de trois membres au moins, élus par l'Assemblée. Ce conseil représente la société et rend compte de ses actes à l'assemblée.

Il faut au moins la signature de deux membres pour qu'un acte quelconque du conseil soit valable. Il n'opère valablement que dans le cadre du but de la coopérative. Il est responsable envers elle de la non observation des

interdictions que les statuts ou les décisions de l'assemblée lui imposent, restrictions qui concernent la représentation des droits de la société. Toute limitation apportée à la liberté du conseil pour agir au nom de la société non insérée dans les statuts n'est pas opposable aux tiers de bonne foi, tant que les actes du conseil ne dépassent pas le but de la société. Le conseil est responsable de la bonne tenue des livres de la coopérative et en général de la bonne gestion du patrimoine social.

Dès que le conseil est constitué il dépose à la justice de paix du siège de la coopérative la liste de tous les membres avec leurs signatures. Il fait de même connaître les succursales et les agences. Ce dépôt doit être répété chaque année. Six mois après chaque exercice il notifie au juge de paix le compte rendu de l'exercice approuvé par l'assemblée. Chaque démission d'un membre doit être portée à la connaissance de ce magistrat.

Tout changement au conseil ou aux statuts ne peut être opposé aux tiers de bonne foi avant la notification dont il s'agit.

L'assemblée peut nommer un *Conseil de surveillance* composé de trois personnes non parents des membres du Conseil d'administration. Ce conseil peut convoquer l'Assemblée et peut représenter la société dans le cas d'une affaire où elle serait en opposition d'intérêts avec un membre du conseil d'administration.

Les membres de ces deux Conseils n'ont pas le droit de vote sur les questions les concernant.

L'Assemblée des associés est convoquée par le conseil d'administration suivant les prescriptions des statuts ou bien chaque fois que l'intérêt de la société l'exige. Si 1/20 des associés le demande, l'assemblée est convoquée sans retard par le conseil ; il en est de même si trois membres au moins le demandent dans le cas d'une société de trente membres au minimum.

En cas de non convocation de l'assemblée par le conseil, le juge de paix peut y procéder sur réquisition des associés. La convocation et son but sont notifiés, de la façon dont disposent les statuts, six jours au moins d'avance. Sur des sujets non légalement notifiés, aucune décision ne peut être prise.

Dans le cas d'une coopérative à responsabilité illimitée, chaque membre n'a qu'une seule voix dans l'assemblée même s'il détient plusieurs actions ; dans le cas contraire les statuts peuvent stipuler qu'un membre possédant plus de cinq actions peut avoir deux voix ; mais jamais plus de deux.

Les décisions sont prises à la majorité absolue. Pour qu'elles soient valables il faut la présence de tous les associés, et, si cette majorité n'est pas obtenue à la première assemblée, une nouvelle est convoquée dans le délai de huit jours ; la majorité absolue des présents suffit alors (art. 44).

Toutes ces décisions sont inscrites sur un livre spécial dont tous les associés peuvent prendre connaissance.

L'assemblée approuve le bilan et détermine la part de

chaque associé dans les profits et les pertes. Ce bilan et le calcul des profits et pertes sont établis chaque année par le Conseil d'administration et sont déposés, cinq jours au moins avant la convocation de l'assemblée, au siège de la coopérative et chez le juge de paix ; chaque associé peut en demander un extrait. L'assemblée indique aussi la somme maxima que peut emprunter la coopérative en cas de besoin, et la somme maxima qu'elle peut prêter à ses membres.

Les décisions de l'assemblée peuvent être attaquées devant le juge de paix du siège de la coopérative, pour violation de la loi ou des statuts, soit par un membre, soit par le Conseil d'administration ou par le Conseil de surveillance. On peut toujours faire appel de la sentence du juge de paix. L'autorité de la chose jugée en appel est absolue.

Les membres du Conseil d'administration et du Conseil de surveillance peuvent toujours être révoqués par l'assemblée.

SECTION IV. — DISSOLUTION ET LIQUIDATION DE LA SOCIÉTÉ.

Dissolution

La coopérative peut être dissoute : 1) par décision d'une Assemblée spécialement convoquée, décision qui doit être prise par une majorité de $\frac{3}{4}$ du quorum exigé par l'art. 44.

- 2) Après l'expiration du terme de la société.
- 3) Par la faillite de la société.
- 4) Si le but de la coopérative est contraire aux lois et aux bonnes mœurs ; et, dans ce cas la dissolution, est prononcée par le juge de paix.
- 5) Si la constitution régulière du Conseil d'administration ou du Conseil de surveillance est impossible en raison de l'insuffisance du nombre des membres.

Liquidation

C'est le Conseil d'administration qui procède à la liquidation, sauf en cas de prescriptions particulières des statuts. Il nomme deux ou trois liquidateurs, mais, si le Conseil de surveillance le demande, alors les liquidateurs peuvent être nommés par le juge de paix qui a aussi la faculté de les révoquer. Ceux qui sont désignés par le Conseil d'administration ne peuvent être révoqués que par l'assemblée.

Le Conseil d'administration doit notifier l'acte de nomination des liquidateurs au juge de paix du siège de la coopérative ainsi qu'au Ministère de l'Economie Nationale.

Les liquidateurs sont tenus de faire connaître la liquidation par l'intermédiaire de la presse et de convoquer les créanciers. Ils ont tous les droits et devoirs des membres du Conseil d'administration et sont soumis au contrôle du Conseil de surveillance. Le compte rendu de leurs

opérations doit être notifié au juge de paix et au Ministère de l'Economie Nationale. Le rôle des liquidateurs est d'achever les affaires pendantes, d'exécuter les obligations de la société dissoute, de recouvrer les créances et de convertir les biens de la coopérative en argent liquide. Ils représentent judiciairement et extrajudiciairement la société.

Le partage de l'avoir de la société entre les membres ne peut avoir lieu qu'une fois les créanciers remboursés, et pas avant l'expiration d'un délai d'un an depuis la convocation de ces créanciers. Une fois les parts des associés remboursées, le reste est partagé par tête. Si, d'après les statuts, les bénéfices nets de la coopérative doivent rester impartagés, c'est alors la banque des coopératives qui les recueille pour subvenir aux besoins d'autres sociétés de la même nature ; si une telle banque n'existe pas c'est la commune qui en dispose pour des œuvres de bienfaisance.

Les sommes recouvrées par les liquidateurs sont déposées à la banque des coopératives et, à défaut, à la Banque Nationale. Si des créanciers connus par les liquidateurs ne réclament pas leur paiement avant le partage, la somme leur revenant est conservée pendant trois ans, passés lesquels il y a prescription de leurs créances.

Dispositions diverses

Les prescriptions de la présente loi sont applicables aux

rapports des associés avec la société même après la dissolution jusqu'à la complète liquidation.

Les livres et les documents de la société sont remis, après la liquidation, à la justice de paix du siège de la coopérative où ils sont conservés pendant dix ans, à la disposition de tous les intéressés.

SECTION V. — LA FAILLITE ET SA PRÉVENTION.

Faillite

Toutes les dispositions de la loi Commerciale concernant la faillite sont applicables aux coopératives en tant que ces dispositions ne sont pas modifiées par la loi 602.

La déclaration de faillite

La coopérative peut être déclarée en faillite, soit à la demande de n'importe quel intéressé, soit par le juge de paix de son siège à deux conditions : *a)* si elle cesse ses paiements ; *b)* si le passif dépasse l'actif d'un tiers.

La coopérative dissoute peut aussi être déclarée en faillite tant que le partage n'a pas été consommé.

Le Conseil d'administration ou les liquidateurs doivent dès que ces deux conditions sont remplies, arrêter les paiements sur le champ et soumettre au juge de paix une demande en déclaration de faillite.

Prévention

De même les liquidateurs ou le Conseil d'administration sont obligés et, à leur défaut, le conseil de surveillance ou le juge de paix a la même obligation, de convoquer l'assemblée des associés à laquelle ils soumettent le bilan et l'état du patrimoine de la société et ils invitent les associés, afin de prévenir la faillite, à verser dans la quinzaine : 1) l'arriéré de leurs parts ; 2) une quote-part supplémentaire sur la base d'un tableau dressé par le conseil d'administration en proportion de la responsabilité de chacun établie par les statuts. Pour des raisons particulièrement importantes ce délai peut être prolongé d'un mois.

Si les statuts ne prévoient pas d'autre moyen de répartition de la prestation supplémentaire, elle se fait alors par tête. S'il s'agit d'une Société à Responsabilité illimitée chacun contribue pour toute sa fortune ; dans le cas contraire il contribue d'après la proportion fixée d'avance par les statuts. Ainsi par exemple, pour ces derniers, le pacte social stipule qu'ils sont responsables à concurrence de leur apport seulement, ou bien pour le double, le triple, le quadruple, etc. Tous sont tenus solidairement, c'est-à-dire que, dans le cas d'insolvabilité d'un membre, ce sont les autres qui la supportent.

Une fois le délai de quinze jours expiré, le tableau des prestations complémentaires qui n'a pas reçu exécution est présenté au juge de paix. Ce magistrat lui donne provisoirement la formule exécutoire. Il convoque ensuite,

dans un délai de quinze jours, les inscrits sur le tableau en les invitant à formuler les objections qu'ils invoquent contre le conseil d'administration. Ces quinze derniers jours écoulés, le tableau devient définitivement exécutoire sans aucun sursis.

Les sommes recouvrées d'après ce tableau sont déposées à la Banque des coopératives et, à défaut, à la Banque Nationale.

Pour la procédure de la faillite, le juge de paix nomme un syndic et il fait lui-même fonction de juge-commissaire.

Dès la déclaration de faillite le juge commissaire convoque les créanciers pour le concordat.

Pour la ratification de ce dernier c'est le juge de première instance qui statue.

SECTION VI. — DISPOSITIONS DIVERSES : PÉNALES, GÉNÉRALES ET TRANSITOIRES

Pénales

Si des membres du Conseil de surveillance ou de l'administration ou les liquidateurs nuisent à dessein aux intérêts de la coopérative ils sont passibles d'un emprisonnement d'un an ou d'une amende de 1 jusqu'à 1.000 drachmes, ou de ces deux peines à la fois. Ils sont punis aussi de la même peine s'ils font, en connaissance de cause, des communications mensongères aux autorités, ou bien s'ils donnent des exposés faux de la situation de

la société à l'Assemblée. De même ils sont frappés d'une amende ou d'un emprisonnement, ou de ces deux peines cumulées : a) s'ils ne se conforment pas aux injonctions reçues du Ministère de l'Economie Nationale conformément aux lois et aux statuts ; b) s'ils contreviennent à la disposition de la présente loi, en ce qui concerne la raison sociale de la société, c'est-à-dire si au lieu de S. R. I., il ont écrit S. R. L. ¹

Si les liquidateurs exigent ou acceptent des cadeaux sous n'importe quelle forme pour l'accomplissement ou l'omission de leurs devoirs, ils sont passibles d'un emprisonnement de trois mois ou d'une amende de 1 jusqu'à 500 drachmes, ou de ces deux peines cumulées.

Sont punis, d'autre part, d'un emprisonnement de six mois ou bien d'une amende de 1 à 2.000 drachmes les commerçants, industriels, capitalistes et patrons qui poussés par leur propre intérêt, empêchent quelqu'un de devenir membre d'une coopérative, ou bien tâchent d'obliger ou de persuader un membre à se retirer de la société, ou enfin emploient des moyens illicites dans le but soit de provoquer la dissolution, soit de causer un préjudice quelconque à la société.

Sont également punis d'amende ou d'emprisonnement les associés qui, moyennant une certaine gratification, disposent de leur droit de vote.

¹ Ici reçoit son application l'art. 202 de la loi pénale, punissant ceux qui arbitrairement empêchent toutes réunions légales.

Toute violation de la loi 146 du 23 décembre 1913 *sur la concurrence illicite*, en vue de nuire aux intérêts de la société, peut faire l'objet d'une plainte de la part de la coopérative, et cela même lorsque cette infraction porte atteinte aux intérêts d'un seul associé.

Enfin les membres du Conseil d'administration et du Conseil de surveillance, ainsi que les liquidateurs, sont responsables envers la coopérative de toute violation de leurs devoirs prévus par les lois ou par les assemblées. L'action est éteinte par une prescription quinquennale.

Fusion des Sociétés

Deux ou plusieurs coopératives peuvent s'unir de façon à en former une plus grande, afin d'améliorer leur condition et leurs intérêts communs. Mais, malgré cette union, chaque coopérative doit garder son indépendance. C'est la loi 602 qui régit toujours ces différentes unions ; les membres des deux conseils sont alors choisis parmi les coopératives fusionnées. Ces unions contrôlent et surveillent les différentes coopératives qu'elles groupent. Plusieurs unions peuvent également se fusionner en une seule.

Dispositions générales

Les Statuts ou les Documents des Sociétés ou de leurs Unions, qui doivent être communiqués aux autorités civiles et judiciaires, tous les livres ainsi que les quittances,

les traites, les copies de tous les documents, toutes les pièces de procédure, etc. sont rédigés sur papier non timbré.

C'est par décret du Chef de l'Etat, après avis du Ministre de l'Economie Nationale et de l'Instruction, qu'est fixée la somme que les coopératives doivent payer pour frais de bureau et de copie. La correspondance postale ou télégraphique avec les autorités publiques est transmise en franchise. Les Sociétés ou Unions qui ont leur siège dans une petite commune sont exemptes de tout impôt sur le revenu, sur les constructions, sur les donations et les successions. De même, sur les propositions des ministres de l'Economie Nationale, des Finances et de l'Intérieur elles peuvent être exemptées, par Décret, de tout ou partie de l'impôt sur les importations et les exportations. Ce décret est susceptible d'être modifié ou révoqué sur l'avis des mêmes ministres.

Le Ministère de l'Economie Nationale a la faculté de fournir aux Coopératives des livres de comptabilité gratuitement, ou à un prix inférieur au prix de vente sur le marché. En ce qui concerne la signature des illettrés, elle peut être apposée, à leur lieu et place, par deux autres membres en présence de l'associé illettré, et cette signature sera confirmée soit par un membre du Conseil d'administration, soit par le président de la commune, soit par le Maire.

L'Etat et les Communes peuvent s'approvisionner des produits qui leur sont nécessaires en les achetant aux

coopératives produisant ou vendant sans aucune concurrence. Dans le cas de plusieurs coopératives faisant leurs offres au même prix sont préférées celles qui ne sont pas obligées de verser 10 % à l'Etat ou à la Commune pour garantir l'accomplissement de leurs obligations. Ce versement est d'ailleurs retenu sur le règlement des fournitures à livrer et n'est remboursé à la Coopérative qu'après complet accomplissement de ses obligations.

Parmi les dispositions générales de la loi 602 figure celle qui concerne les moyens par lesquels le Ministère de l'Economie Nationale s'efforce de répandre et de faire comprendre aux paysans la nécessité de coopérer. Dans ce but le Ministère de l'Economie Nationale organise chaque année des cours sur la coopération, donnés soit par des fonctionnaires soit par des particuliers. A ces cours peuvent assister des instituteurs d'écoles primaires des communes rurales après avis de l'Inspecteur de l'Instruction. A ces instituteurs, sur l'avis du Conseil d'administration du Ministère, peut être accordée une indemnité de 6 à 30 drachmes par jour, mais le nombre de ces instituteurs ne peut jamais dépasser 30 par an.

Le Ministre de l'Economie Nationale peut aussi s'adjoindre, chaque année, après concours, cinq diplômés de la faculté de Droit ou de l'Ecole Supérieure de Commerce, qui, par des conférences dans les provinces, propageront les idées de coopération et qui, en outre, contrôleront les coopératives existantes. Cette adjonction s'opère après convention spéciale avec les candidats reçus

au concours. Ceux-ci reçoivent des appointements mensuels de 250 drachmes pour une période de trois ans, à l'expiration de laquelle, sur l'avis du Conseil d'administration, la convention peut être renouvelée pour une nouvelle durée de 3 ans.

Pour l'application de cette intéressante disposition de la loi 602 il faut un décret du chef de l'Etat.

Si de modestes instituteurs de villages contribuent, par leur propagande, à la constitution des coopératives, ils sont rémunérés directement par le Ministère de l'Economie Nationale sur l'avis du chef de division compétent, et il leur est accordé une récompense de 30 à 300 drachmes pour chacun, cela après accord avec le conseil d'administration du Ministère.

Le montant de la Récompense est fixé d'après le mode d'organisation et l'importance de la coopérative.

Dispositions transitoires

La présente loi ne régit pas les coopératives ou sociétés d'assurances sur la vie, car, d'après ses termes, la notion d'assurance de la vie ne comprend pas l'assurance des accidents du travail.

Une autre disposition intéressante de la loi est la suivante. Chaque coopérative existante est tenue, dans un délai fixé par décret du Ministre de l'Economie Nationale, inséré au journal officiel et dans la presse, après décision de son Assemblée prise à la majorité absolue des

associés présents, de mettre ses statuts en concordance avec la loi 602 et de les soumettre ensuite, pour être approuvés, à l'autorité compétente.

Mais la plus importante des dernières dispositions de la loi est celle qui concerne le changement du mode d'approbation des statuts, approbation obligatoire dès la Constitution de la Société et qui d'habitude doit émaner du Ministre de l'Economie Nationale.

Par décret du chef de l'Etat, ce mode d'approbation ministérielle peut être remplacé par une simple insertion d'un extrait des statuts dans les registres du greffe de la justice de paix du siège de la coopérative et il est probable que tel sera le mode d'approbation habituel quand la Coopération en Grèce aura acquis un grand essor et réalisé de réels progrès. Le juge de paix examine alors les statuts, il recherche si, dans leur rédaction, ils sont conformes aux lois et dans le cas contraire, il a le pouvoir de les modifier. Contre la décision du juge de paix on peut faire appel devant le Tribunal civil. Si, dans les quinze jours à partir de la soumission des statuts au juge de paix, il n'y a pas d'approbation, les statuts seront alors considérés comme rejetés ; mais, dans ce cas, l'appel est possible.

A la justice de paix seront soumis en même temps les documents suivants : a) une copie des statuts conforme à l'original qui, après avoir été confirmée par le juge de paix, sera expédiée sans retard au Ministère de l'Economie Nationale et sera publiée à ses soins dans le journal

officiel ; b) un extrait des statuts contenant les clauses importantes, qui sera inséré dans un registre particulier de la Justice de paix et qui sera publié par l'intermédiaire de la presse.

Résumé de la loi 602

Pour terminer l'étude de la loi 602 et en vue de permettre une analyse plus précise de ses dispositions, voici le résumé de cette loi :

Pour la rédaction de cette loi, plusieurs législations étrangères ont été consultées, notamment la loi allemande, mais au point de vue synthétique, les rédacteurs ont suivi surtout la loi suisse, en raison de la simplicité qui la distingue. De même ont été largement utilisés la loi autrichienne et surtout le projet de la loi autrichien de 1911. Mais ce sont naturellement les particularités du milieu national qui ont été prises en considération par les rédacteurs de la loi et ils se sont efforcés d'y adapter les différentes dispositions de leur œuvre nouvelle.

Le chapitre premier contient tout ce qui concerne la constitution des coopératives. Pour la faciliter, la loi exige seulement une rédaction écrite des statuts sans aucune formalité, et leur approbation et publication par le ministère de l'Economie Nationale. Ce dernier examine la légalité et l'opportunité des statuts et au besoin les modifie s'ils sont en opposition avec les lois ou les bonnes mœurs. Ce système considéré comme nécessaire, car

ainsi les premières bases de la coopérative seront très solides, ne viole pas l'art. 11 de la constitution ¹, qui interdit l'autorisation préalable du gouvernement à l'égard des associations n'ayant pas un but lucratif.

Le deuxième chapitre traite des relations légales entre la société et les associés, relations qui sont régies principalement par les statuts et subsidiairement par le droit commun. Ce chapitre s'occupe également de l'adhésion et de la sortie des membres.

Dans le chapitre troisième sont réunies toutes les dispositions concernant le fonctionnement, c'est-à-dire le Conseil d'administration, le Conseil de surveillance et l'assemblée des associés.

Le quatrième chapitre contient les règles relatives à la dissolution, à la liquidation et au partage.

Les règles de la faillite du Droit commercial sont presque reproduites dans le cinquième chapitre, mais sous une forme tout à fait simpliste. Très importante est la disposition qui concerne la prévention et l'exclusion de la faillite par le moyen de la contribution forcée des associés, jusqu'à l'épuisement complet de la somme dont ils sont responsables dans une société à responsabilité limitée et d'une manière illimitée dans le cas contraire.

¹ L'art. 11 de la Constitution de 1911 est ainsi conçu :

« Les Hellènes ont le droit de s'associer, en respectant les lois de l'Etat, lesquelles toutefois ne peuvent jamais soumettre ce droit à une autorisation préalable du Gouvernement.

Une association ne peut être dissoute pour violation des dispositions légales, qu'après une décision judiciaire. »

Dans le dernier chapitre enfin sont renfermées différentes sortes de dispositions ayant pour objet : la responsabilité civile et pénale des organes de la société ; les peines à appliquer à ceux qui agissent d'une manière illícite contre les intérêts de la coopérative ; les unions de coopératives ; les exemptions d'impôts, franchises postales et autres facilités accordées pour l'encouragement du coopératisme ; l'adjonction et l'instruction par le ministère de l'Economie Nationale de fonctionnaires qui, par leurs conférences, propageront l'idée coopérative, provoqueront la constitution de coopératives et les conseilleront pour leur direction jusqu'à ce qu'une union de plusieurs sociétés de ce genre puisse s'occuper elle-même, comme dans les autres pays, de l'essor de la coopération, en se substituant à l'Etat. Il est intéressant, d'ailleurs, de noter que, depuis 1923, la plupart des coopératives agricoles se sont groupées en une vaste union.

Appendice

DE LA RESPONSABILITÉ LIMITÉE ET ILLIMITÉE DANS LES COOPÉRATIVES ET DE LA PART SOCIALE

Pour le type de responsabilité à adopter, les coopératives ont intérêt à ce que cette responsabilité soit importante, car plus elle sera lourde et plus leur crédit sera considérable. Cependant la responsabilité illimitée n'a pas

toujours cet effet, par exemple dans les coopératives dont les membres n'ont aucune fortune.

La responsabilité illimitée n'est pas non plus nécessaire dans les coopératives de consommation quand elles ne s'occupent pas de la production des denrées à consommer. D'autre part, la responsabilité illimitée n'est pas toujours pratique, car les plus fortunés hésitent à souscrire, étant donnée l'impossibilité de prévoir d'avance les dangers que pourra courir la Société malgré toutes les précautions qu'a prises la loi comme nous l'avons vu, et ainsi cette responsabilité risque de produire l'effet contraire, c'est-à-dire de diminuer le crédit de la coopérative.

Cependant malgré tous ces inconvénients, la responsabilité illimitée inspire en général plus de confiance et doit être préférée dans les coopératives qui ont besoin d'un capital étranger et dans lesquelles la fortune des associés est plutôt immobilière que pécuniaire, comme dans les coopératives agricoles.

Pour les coopératives urbaines de crédit, c'est, au contraire, la responsabilité limitée qui est préférable, étant donné que les associés n'ont pas de fortune immobilière.

En ce qui concerne la part sociale, d'après les termes de la loi 602, elle doit être d'un chiffre modeste pour les coopératives agricoles, qui se composent de paysans possédant la plupart une fortune non pas pécuniaire mais immobilière, parce que la coopérative peut augmenter son capital par voie d'emprunts gagés par la fortune immobilière des associés.

Au contraire, dans les coopératives urbaines, qui se composent de personnes habitant les villes, ou d'ouvriers qui n'ont pas de fortune immobilière sur laquelle la coopérative puisse s'appuyer pour emprunter, la part sociale doit être plus importante, mais divisible en plusieurs fractions à versements échelonnés.

CHAPITRE III

Les Coopératives depuis 1915 jusqu'à juillet 1925

Pour bien mettre en évidence l'effort accompli par le peuple grec pour le coopératisme depuis 1915, nous diviserons cette période en 3 phases ; 1915-1923, 1923-1924, et le premier semestre de 1925 ; car les statistiques, d'ailleurs plus ou moins exactes, n'existent que jusqu'à cette date. Nous sommes amenés ainsi à remarquer que, dans ces dernières années, c'est-à-dire depuis que les réfugiés d'Asie Mineure, hommes dont l'initiative et la capacité de travail sont universellement admirés se sont installés en Grèce, les coopératives ont fait des progrès fantastiques. Nous pouvons dire aussi, à l'honneur des réfugiés, que, grâce à eux, la Grèce possède à présent le premier rang dans la fabrication de l'exportation des tapis, comme l'ont démontré la dernière exposition de Salonique et

dans une certaine mesure, celle des Arts Décoratifs de Paris.

Nous diviserons ce chapitre en trois sections, chacune des phases du développement du coopératisme depuis 1915 fera l'objet d'une section distincte.

SECTION I. — *Première phase, de 1915 à 1923.*

SECTION II. — *Deuxième phase, 1923-1924.*

SECTION III. *Troisième phase. Premier semestre de 1925.*

SECTION I. — PREMIÈRE PHASE DE 1915 À 1923.

Depuis que la loi 602 est en vigueur, c'est-à-dire depuis le début de l'année 1915 jusqu'au 31 décembre 1923, se sont constituées au total 2488 coopératives agricoles et 423 coopératives urbaines. Mais, comme nous avons été forcés de rendre à la Turquie la Thrace Orientale ¹, il faut déduire de ce chiffre 244 coopératives agricoles. Donc le nombre de ces dernières se trouve réduit à 2244. D'autre part, pendant cet espace de temps, ont été dissoutes par décisions d'assemblées générales 20 coopératives agricoles et 32 urbaines.

D'après leur genre voici comment pourraient être rangées ces différentes coopératives.

¹ Depuis le traité de Lausanne de 1923.

1. *Coopératives agricoles*¹

	Fondées	Dissoutes	Existant
			au 31 décembre 1923
a) Coopératives de crédit	1672	9	1663
b) » de fourniture	178	3	175
c) » de vente	174	7	167
d) » de production	103	—	103
e) » diverses	117	1	116
	2244	20	2224

2. *Coopératives urbaines.*

	Fondées	Dissoutes	Existant
			au 31 décembre 1923
a) Coopératives de crédit	13	3	10
b) » de fourniture	22	3	19
c) » de production	243	12	231
d) » de consommation	116	14	102
e) » de construction	24	—	24
f) » diverses	5	—	5
	423	32	391

Les coopératives agricoles de production sont surtout des coopératives de production de lait, d'huile, et de vins. La plupart des coopératives urbaines de production sont des coopératives de fabrication des bottes pour l'armée, mais les principales sont des coopératives fondées par ceux qui chargent et déchargent les bateaux dans les différents ports.

¹ Ces statistiques sont prises dans la revue *Le Coopérateur*, qui, lui-même, s'est documenté au Ministère de l'agriculture.

Dans la catégorie des diverses coopératives agricoles la plupart sont des coopératives d'affermage de terres, surtout des terres publiques et claustrales, quelques unes sont des coopératives de gestion de copropriétés et de fourrage commun, et un très petit nombre de coopératives s'occupent de l'assurance des animaux. Dans la catégorie des coopératives urbaines sont cataloguées des coopératives ayant pour objet la fourniture de moyens de transport et les assurances mutuelles. Les coopératives de transport pourraient aussi être classées parmi les coopératives de production, à titre de coopératives de production de travail.

Le tableau ci-dessous comprend toutes les coopératives réparties dans les différentes régions de la Grèce d'après leur objet.

	Coopératives agricoles	Coopératives urbaines
Péloponèse	857	38
Grèce centrale	301	273
Ile d'Eubée	39	4
Thessalie	99	19
Iles Ioniennes	179	8
Iles Cyclades	21	6
Epire	187	3
Macédoine centrale et occidentale	202	19
Macédoine orientale	87	3
Thrace occidentale	66	—
Ile de Crète	138	11
Iles d'Egée	48	7
	2244	391 ¹

¹ *Le Coopérateur*, année 1925. N° 1, pp. 11 et suiv.

SECTION II. — DEUXIÈME PHASE 1923-1924

Pendant l'année 1924 ont été constituées 585 coopératives agricoles et 463 coopératives urbaines. Pendant ce même laps de temps ont été dissoutes, 8 coopératives de la première catégorie. Il n'y a pas eu de dissolution de coopératives de la seconde catégorie. Voici d'ailleurs le tableau indicatif des coopératives fondées et dissoutes d'après leurs espèces.

1. *Coopératives agricoles.*

	Fondées	Dissoutes	Augmentation pendant l'année 1924
a) Coopératives de crédit	407	6	401
b) » de fourniture	19	1	18
c) » de vente	22	1	21
d) » de production	35	—	35
e) » diverses	102	—	102
	585	8	577

2. *Coopératives urbaines.*

a) » de crédit	16	—	16
b) » de fourniture	8	—	8
c) » de production	215	—	215
d) » de consommation	3	—	3
e) » de construction	219	—	219
f) » diverses	2	—	2
	463	—	463

Ainsi donc si l'on ajoute les coopératives constituées pendant l'année 1924 à celles déjà existantes, nous obtenons un total de 2801 pour les coopératives agricoles et 854 pour les coopératives urbaines.

On remarque que, d'après les deux tableaux ci-dessus, le nombre des coopératives de construction a considérablement augmenté, il s'est élevé à 243 en 1924 au lieu de 24 jusqu'à 1923. Cet accroissement est dû aux mesures légales prises pour la construction d'habitations à bon marché à l'usage des fonctionnaires et des officiers ; voilà la raison de l'expansion de ces sortes de coopératives (loi du 22 mai 1923).

On relève également une augmentation importante à l'actif des coopératives urbaines de production, dont le nombre a presque doublé en 1924.

Les coopératives agricoles, hormis celles classées sous la rubrique *diverses*, présentent une croissance constante. Toutefois les coopératives qualifiées de *diverses* ont vu leur nombre porté au double pendant l'année 1924 grâce à la constitution en masse de coopératives d'affermages de terres. Ces groupements afferment des terres appartenant au domaine public ou aux couvents, et ils servent ainsi de précurseurs aux coopératives d'établissement des agriculteurs qui ne possèdent pas des terres.

Voici de nouveau la répartition de l'ensemble des coopératives, conformément au tableau déjà présenté à la fin de la section précédente, en y ajoutant les coopératives de 1924.

	Coopératives agricoles	Coopératives urbaines
Péloponèse	961	59
Grèce centrale	417	629
Ile d'Eubée	51	5
Théssalie	136	38
Iles Ioniennes	243	8
Cyclades	25	7
Épire	205	7
Macédoine centrale et occidentale	267	51
Macédoine orientale	139	7
Thrace occidentale	145	8
Crète	148	24
Iles d'Égée	64	11
	2801	854 ¹

SECTION III. — TROISIÈME PHASE.

PREMIER SEMESTRE DE 1925

Le premier semestre de 1925 a vu naître 509 coopératives agricoles et 112 coopératives urbaines, mais 13 des premières et 1 des secondes ont été dissoutes. D'autre part, pendant cette période, nous assistons à une transformation en coopératives de crédit de 7 coopératives de fourniture, de 2 coopératives d'affermage des terres et de 2 coopératives de vente de tabac ; puis à l'inverse, une coopérative de crédit s'est transformée en coopérative d'affermage des terres.

Quant aux coopératives urbaines, aucune n'a changé son objet.

¹ *Le Coopérateur*, année 1925. N° 2, pp. 26 et suiv.

1. *Coopératives agricoles.*

	Fondées	Dissoutes	Augmentation pendant le semestre
a) Coopératives de crédit	408	1	407
b) » de fourniture	10	9	1
c) » de vente	27	2	25
d) » de production	14	—	14
e) » diverses	50	1	49
	<u>509</u>	<u>13</u>	<u>496</u>

2. *Coopératives urbaines.*

a) » de crédit	6	1	5
b) » de fourniture	13	—	13
c) » de production	69	—	69
d) » de consommation	5	—	5
e) » de construction	17	—	17
f) » diverses	2	—	2
	<u>112</u>	<u>1</u>	<u>111</u>

Au total, il y avait, en juillet 1925, 3297 coopératives agricoles et 965 coopératives urbaines réparties comme il suit :

	Coopératives agricoles	Coopératives urbaines
Péloponèse	1038	62
Grèce Centrale	507	711
Ile d'Eubée	61	6
Thessalie	169	41
Iles Ioniennes	295	10
Cyclades	31	7
Epire	206	8

	Coopératives agricoles	Coopératives urbaines
Macédoine Centrale et Occidentale	410	57
Macédoine Orientale	178	11
Thrace Occidentale	171	9
Ile de Crète	152	28
Iles d'Egée	79	15
	<u>3297</u>	<u>965</u>

Parmi les coopératives urbaines constituées en 1925 les plus intéressantes à noter sont les coopératives formées entre maçons pour des travaux de construction et les coopératives de pêcheurs dans le but de vendre en commun le poisson.

Si nous analysons le total des coopératives, qui s'élèvent à 4262 le 30 juin 1925, nous pouvons les répartir, d'après leurs espèces, de la manière suivante :

	Coopératives agricoles	Coopératives urbaines
1) Coopératives de crédit	2472	31
2) » de fourniture	194	40
3) » de vente	210	—
4) » de production	147	515
5) » de consommation	—	110
6) » de construction	—	260
7) » diverses	274	9
	<u>3297</u>	<u>965</u>

Les 210 coopératives agricoles de vente peuvent, d'autre part, être divisées comme il suit, d'après la nature des produits agricoles : 144 coopératives de vente du raisin,

42 de vente du tabac, 5 de vente d'articles d'horticulture, 4 de vente de la soie, 4 de vente de produits agricoles, 2 de la vente des figues, 2 de vente des fruits, 2 de vente de la résine, et 5 pour la vente du miel, de l'huile, de coings, de raisins frais, de trèfle.

Les coopératives agricoles de production existant le 30 juin 1925 au nombre de 147 peuvent être classées comme il suit :

69 de production de l'huile, 52 du vin, 18 du lait, 3 s'occupant de l'industrie séricicole, 2 de la fabrication de conserves, 1 s'occupant de la culture du tabac, 1 de la culture du riz et 1 de la production du miel.

Enfin les diverses coopératives agricoles sont, d'après le but de leur entreprise, groupées de la façon suivante : 218 pour l'affermage des terres et des prairies, 36 pour la gestion des copropriétés, l'exploitation du fourrage ou des forêts, 7 pour l'irrigation, 7 pour l'assurance des animaux, 5 ayant pour objet l'achat de propriétés, l'usage en commun de machines, l'assurance contre la grêle, l'établissement d'industries agricoles, la conservation de l'eau potable ; enfin une relative aux travaux contre l'inondation.

Appendice

QUELQUES PARTICULARITÉS SUR LES COOPÉRATIVES URBAINES

La statistique des coopératives urbaines ne présente chez nous en général ni la stabilité, ni l'importance qui

caractérisent le développement des coopératives agricoles.

Le mouvement coopératif urbain qui, théoriquement débute avec la loi 602, c'est-à-dire en 1915, ne commence, en effet, à se développer sérieusement que depuis 1917 et en grande partie pour des raisons symptomatiques. Les difficultés d'approvisionnement contre lesquelles luttait, pendant les dernières années de la guerre, l'Etat, et la cherté de la vie qui ne cessait d'accabler l'économie sociale des centres urbains, ont été les causes certaines du développement rapide, mais malheureusement temporaire, du premier type de coopératives urbaines par ordre chronologique, c'est-à-dire des coopératives de consommation. Ce développement a été favorisé par l'Etat et principalement par le Ministère de l'Economie Nationale, mais d'une manière tout à fait insuffisante. C'est ainsi qu'ont été constituées pendant les années 1917-1920 plusieurs coopératives de consommation, mais la plupart d'entre elles aujourd'hui se trouvent dans l'inactivité.

Exceptionnellement on peut citer comme ayant survécu:

1) *La Coopérative ouvrière de fourniture du Pirée* avec 3500 membres et un capital de 2.500.000 drachmes. Après de laborieux efforts, cette coopérative avait réussi à construire une magnifique vermicellerie et une grande fabrique de pain avec des installations tout à fait modernes. Mais, ayant été réquisitionnée, au cours de la dernière guerre, par le Ministère de la guerre, pour les besoins de l'armée, elle a subi d'assez graves dommages.

2) *La Populaire* de Salonique, avec 2.200 membres et 440.000 drachmes de capital.

Symptomatique a été aussi le développement d'un genre de coopératives de production de travail, représenté par les coopératives pour la fabrication des demi-bottes et des sabots. La création de ces coopératives a été au début motivée par le besoin de procurer aux soldats et aux gendarmes de solides chaussures. Elle a été favorisée aussi par la prédominance d'une politique, d'ailleurs fort exacte, par laquelle l'Etat, au lieu d'exporter ses capitaux sur les marchés étrangers, encourage l'industrie nationale en employant les capitaux dans le pays même. Mais par la suite l'augmentation de ces coopératives a été si rapide qu'elles ont été, sous l'empire de la concurrence, acculées à une situation difficile.

Enfin non moins caractéristique a été le développement des coopératives de construction. La plupart d'entre elles sont des coopératives de fonctionnaires constituées à la suite de la loi du 22 mai 1923 sur la construction des habitations à bon marché. Ce genre de coopératives intimement liées à l'extension des habitations à bon marché n'a pas encore fait l'objet d'une étude approfondie et c'est pour cette raison qu'elles n'occupent jusqu'ici qu'une place secondaire.

Mérite une mention particulière le mouvement coopératif de Pirée où se sont montées 4 grandes coopératives urbaines avec un capital de 2.700.000 drachmes et 1927 membres. Ces coopératives sont constituées sur des bases

si solides qu'elles sont capables de résister à des revers de fortune. D'ailleurs leur création, justifiée par des besoins réels, rend de grands services.

En résumé, et sauf quelques exceptions, celui qui examine le mouvement des coopératives urbaines chez nous, si optimiste qu'il soit, est obligé de constater que ce genre de coopératives n'a pu encore réaliser de sérieux progrès. La nature de ces coopératives est en effet plus délicate que celle des coopératives agricoles, elle exige des conditions économiques spéciales et surtout des vertus morales supérieures. La coopérative urbaine représente l'ensemble de toutes les qualités morales sur lesquelles se base en général la coopération : la solidarité, la méthode, et la patience. Dès lors, pour la réussite de ces coopératives il faut une collaboration étroite de l'Etat, des écoles, de la presse et des syndicats professionnels. Il faut en outre une propagande sérieuse et une législation spéciale.

La lenteur du développement des coopératives urbaines en Grèce tient peut-être à ce que toutes ces conditions ne sont pas encore réunies.

Conclusion

Ainsi depuis 1915, la Grèce possède la loi organique nécessaire pour l'essor des sociétés coopératives. La loi 602 paraît conforme au but à atteindre et bien adaptée au développement actuel du coopératisme en Grèce.

Trouve-t-on dans cette loi les conditions juridiques exigées par les auteurs compétents en la matière ?

Pour que les sociétés coopératives puissent se multiplier librement et sans entraves, il faut que les cinq conditions suivantes soient réunies :

- a) peu de formalités et de frais pour la constitution ;
- b) la responsabilité doit être très limitée ;
- c) le capital doit être divisé en très petites parts ;
- d) la possibilité d'augmenter le capital au fur et à mesure de l'extension de la société ;
- e) la personnalité morale.

Nous dirons sans hésitations que la loi 602 donne entière satisfaction aux conditions ci-dessus. Depuis la loi 602 les formalités et les frais de constitution sont réduits au minimum étant donné surtout que le ministère de l'Agriculture et le ministère de l'Economie nationale envoient gratuitement les statuts imprimés aux intéressés.

En ce qui concerne la responsabilité, la loi laisse une liberté relative aux fondateurs de sociétés coopératives. Il dépend d'eux que la société soit à responsabilité limitée ou à responsabilité illimitée. Dans le premier cas le

coopérateur n'est responsable que de sa mise, mais la loi laisse libres les fondateurs de stipuler dans les statuts un accroissement de cette responsabilité. Il est évident que dans l'autre cas, c'est-à-dire dans une société à responsabilité illimitée, les associés sont indéfiniment et solidairement tenus de toutes les dettes de la société. La première forme convient mieux aux sociétés de consommation, mais la seconde est plus avantageuse aux sociétés de crédit agricole et aux groupements similaires, parce que, disposant ainsi d'un crédit plus étendu, elles trouveront plus facilement et à meilleures conditions les capitaux nécessaires à leurs membres.

Le capital est divisé en parts d'un chiffre peu élevé, ce qui les met, croyons-nous, à la portée de tout le monde. On peut augmenter le capital facilement et sans entraves, presque sans aucune formalité, au fur et à mesure des exigences ou de l'extension de la société.

Enfin la loi reconnaît la personnalité morale aux sociétés coopératives comme aux sociétés commerciales.

Ces conditions purement juridiques sont absolument nécessaires pour le développement d'une société coopérative. Mais à côté d'elles il faut incontestablement d'autres conditions, en quelque sorte psychologiques, et qui doivent compléter la loi. Très souvent les sociétés coopératives commencent avec un très petit nombre de coopérateurs (la loi 602 en exige seulement sept). Nous estimons que les fondateurs d'une société coopérative, quel que soit son objet, qu'elle soit une coopérative de consommation, de crédit agricole, etc., feront bien d'attendre jusqu'à ce

qu'ils aient réuni un assez grand nombre de membres avant de constituer la société. Il est arrivé souvent que des coopératives n'ont pu réussir à cause du petit nombre de coopérateurs, malgré les facilités accordées par la loi et l'Etat.

On nous objectera que Rochdale et d'autres coopératives ont pris aujourd'hui une extension formidable malgré le très petit nombre d'adhérents au début. Nous répondons à cela que l'exception ne fait pas la règle. Aujourd'hui, les enquêtes faites dans plusieurs pays aboutissent à reconnaître comme un vice, un défaut, le fonctionnement d'une coopérative dont les adhérents sont en nombre insuffisant. Sans doute il est impossible de fixer légalement le nombre minimum qui paraît nécessaire ; cela dépend essentiellement du milieu ainsi que du but poursuivi par les coopératives ; toute prescription de la loi à cet égard serait arbitraire et sans aucune utilité.

D'autre part, pour qu'une société coopérative puisse réussir et prospérer il faut auparavant approprier et préparer le terrain aux futurs membres par la propagande et par tout autre moyen efficace, c'est-à-dire il faut que telle société se fasse désirer et que son utilité commence à se faire sentir. Très souvent quelques personnes encouragées par la loi et les facilités accordées par elle, fondent des coopératives dont les membres ne comprennent pas toute l'utilité. Généralement ces sociétés ne réussissent pas ; elles périssent en peu de temps. Il faut que les intéressés eux-mêmes s'efforcent de fonder la coopérative,

car leur activité sera la cause efficiente du succès. Combien de sociétés coopératives de crédit agricole ont échoué parce que leur fondation était due simplement au désir d'imiter ce qui avait été fait ailleurs, les agriculteurs de la région n'étant pas pénétrés de la nécessité et des avantages du coopératisme. Bien entendu la propagande est utile et on ne doit pas la négliger car c'est le meilleur moyen de rallier les populations à l'idée coopérative, mais cela ne suffit pas.

Enfin une dernière condition *sine qua non* du succès d'une société coopérative est relative à la direction. A très juste titre la loi n'exige pas que le directeur soit un membre de la coopérative qu'il dirige. Les coopérateurs agiront prudemment en choisissant comme directeur un homme dont la capacité est reconnue et qui est très au courant des affaires économiques et commerciales. La prospérité de la société dépendra de lui, par conséquent l'intérêt de la société exige un directeur capable et bien rémunéré. Bien mauvaise serait la politique sociale consistant à réduire le traitement du directeur, car les résultats de sa gestion seraient évidemment en rapport avec la faiblesse de sa rémunération.

Maintenant pour pouvoir porter un jugement sur la loi 602, que nous trouvons bien adaptée au développement de la coopérative en Grèce, il faut se demander si elle répondait à un besoin économique et social, si sa nécessité se faisait vraiment sentir et, pour cela, il est nécessaire

d'examiner les résultats positifs de cette loi depuis 1915 date de sa promulgation.

Sans aucune hésitation, nous sommes amené à reconnaître que depuis 1915 le mouvement coopératiste a pris une très grande extension. Peu répandue avant cette date, la coopération, depuis 1915, est en progrès constant et nous dirons même inespéré, surtout en ce qui touche les coopératives de crédit agricole à responsabilité limitée ainsi qu'à responsabilité illimitée. Toutes les personnes compétentes attribuent cette floraison et cette prospérité des sociétés coopératives agricoles à la loi organique 602. Les chiffres ci-dessus indiqués attestent éloquemment le développement des différentes sociétés coopératives depuis 1915. A cette date il n'y avait dans toute la Grèce que 700 coopératives agricoles, de crédit, d'achat, etc. En 1925, 3.297 d'après les statistiques du Ministère de l'Agriculture.

Ces chiffres montrent, sans qu'il soit besoin d'insister, combien le coopératisme en Grèce est redevable à cette loi organique de 602.

Nous ne pouvons non plus passer sous silence ce dont le progrès et la prospérité des sociétés coopératives agricoles sont redevables aux efforts continus et méthodiques du Ministère de l'Agriculture. Le bureau de l'Economie Agricole dépendant du Ministère de l'Agriculture a encouragé les efforts des coopérateurs non seulement en rédigeant et en distribuant gratuitement les statuts pour chacune des sociétés agricoles, mais aussi en donnant immé-

diatement toutes les explications nécessaires sur le fonctionnement de la coopérative, explications émanant de techniciens compétents. En outre le Ministère a procuré a crédit, le soufre, le sulfate de cuivre, ainsi que les instruments aratoires.

De son côté la Banque Nationale ne s'est pas tenue à l'écart ; au contraire elle a favorisé la coopération en accordant facilement et à un taux d'intérêt raisonnable de 5 % des avances et des crédits à long terme — selon les besoins et les circonstances — aux Sociétés coopératives en général et agricoles en particulier ayant atteint une certaine prospérité. De la sorte elle a rendu des services réels au mouvement coopératiste en Grèce.

Au moment où nous écrivons ces lignes nous n'avons en mains que les documents et statistiques concernant les sociétés coopératives jusqu'en 1925. Mais depuis cette époque, surtout depuis l'affluence des réfugiés dont la grande masse est composée de paysans et d'agriculteurs, où en est le mouvement coopératiste ? Fait-il des progrès ? Quoique nous manquions de renseignements précis, nous sommes cependant en mesure d'affirmer qu'au lieu de l'arrêter, l'arrivée des réfugiés a accéléré ce mouvement à tel point que tout récemment le gouvernement a chargé le Ministère de l'Agriculture de nommer une commission spéciale chargée de créer, de développer et de surveiller de nouvelles sociétés parmi les réfugiés, ce qui facilitera ainsi leur établissement dans les villes et surtout à la campagne. Par conséquent pour avoir une idée

exacte du développement très appréciable du coopératisme et de ses résultats, il faut encore attendre au moins deux ou trois ans c'est-à-dire jusqu'à l'époque où tous les réfugiés seront établis définitivement.

Quand les différentes sociétés coopératives éparpillées sur le territoire d'un pays arrivent à un certain niveau de développement, la solidarité entre elles devient absolument nécessaire. Or, pour arriver à ce résultat, leur union par départements s'impose en attendant qu'elles puissent se fédérer dans tout le pays. Précisément en Grèce on constate depuis quelques années la tendance vers une fusion des coopératives par département. Ce mouvement gagne tellement de terrain que nous pouvons écrire en ce moment, sans crainte d'être démenti plus tard, que cette union dans chaque département est inévitable à bref délai, et qu'elle est même en voie de réalisation depuis 1923 avec la création d'une grande union coopérative agricole. Cette union de sociétés coopératives par départements est nécessaire et utile, à notre sens, surtout pour les coopératives agricoles et en voici les raisons — nous nous plaçons naturellement au point de vue grec — mais elles valent pour tous les pays :

a) grâce à ces unions par département il sera possible de fonder des sociétés coopératives agricoles plus conformes aux besoins des agriculteurs de la région ; aujourd'hui en effet il y a trop de sociétés coopératives de toute catégorie qui ne répondent à aucun besoin réel et à aucune nécessité véritable ; c'est pourquoi, après avoir

végété pendant un certain temps, elles disparaissent un beau jour.

b) Grâce à ces unions les coopératives lutteront plus facilement et avec succès contre leurs concurrents.

c) Elles auront une direction générale et un conseil de surveillance plus capables, possédant toutes les connaissances juridiques utiles et même nécessaires.

d) Leur approvisionnement se fera plus facilement et plus économiquement.

e) Leur contrôle sera mieux assuré.

Il reste une dernière question. Peut-on attendre des Sociétés coopératives une amélioration considérable de la situation des paysans, des ouvriers ainsi que de la classe moyenne ? Nous croyons qu'il faut répondre affirmativement. D'ailleurs peut-on sérieusement rester sceptique, à l'heure actuelle, sur l'avenir du coopératisme, en présence des progrès formidables qu'il vient de réaliser dans ces dernières années ? Incontestablement non, car les moins convaincus sont forcés de s'incliner devant les preuves concrètes. N'avons-nous pas été témoins, pendant la grande guerre, de l'appel adressé par le gouvernement au coopératisme pour contribuer au ravitaillement ? En Grèce, pays plus agricole qu'industriel, les sociétés de crédit agricole, sur lesquelles on n'avait pas fondé de grandes espérances, ont dépassé toutes les prévisions et multiplié les services qu'on attendait d'elles, surtout depuis la loi 602. Nous disons « depuis la loi 602 » car contrairement à la règle générale, admise par les juristes et les sociologues, d'après laquelle la loi n'est que la constatation, la réglementation impérative d'un état de

choses, de mœurs ou de coutumes préexistantes, en Grèce c'est au contraire la loi qui a presque précédé et mis en marche le mouvement. Sans doute sentait-on le besoin, la nécessité de la coopération, les services qu'elle peut rendre, qu'il s'agisse de la coopération urbaine aussi bien qu'agricole, sans doute aussi les propagandistes enthousiastes ne manquaient pas. Malgré cela le sentiment coopératif était vague, très vague surtout dans les milieux ouvriers et paysans. Aujourd'hui les résultats moraux des Sociétés coopératives de crédit agricole dépassent même les résultats matériels. Elles habituent les classes modestes à l'ordre et à l'épargne ; elles leur montrent qu'elles peuvent trouver le crédit grâce à l'honnêteté et au travail.

Vu : Le Président de la Thèse,
LÉVY-ULLMANN.

Vu : Le Doyen,
H. BARTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
PAUL LAPIE.

BIBLIOGRAPHIE

ANASTASSIADIS : *Manuel de Droit Commercial*. 1923.

CALINESCO : *De la Coopérative en France et à l'étranger*.
Thèse, Paris, 1890.

CAUWÈS : *Cours d'Economie Politique*, 3^e édition.

CHEYSSON : Conférence sur *La Coopérative et Mutualité*,
Musée Social, 1899.

GIDE (CHARLES) : *Cours d'Economie politique*, 3^e édition, 1923.

Coopération : Conférence de Propagande, 3^e
édit. 1910 et 4^e édit. 1922.

Les Sociétés Coopératives de Consommation.

Les Associations coopératives agricoles : cours
1924-1925.

GIDE (C) et RIST (C) : *Histoire des Doctrines économiques depuis les Physiocrates jusqu'à nos jours*,
3^e édit., 1926.

JASSÉMIDIS (S) : Deux petites brochures 1^o *Nécessité
d'une union des coopératives agricoles*; 2^o *Des
Coopératives en Grèce*, 1917.

LACOUR-BOUTERON : *Précis de Droit Commercial*, 3^e édit.
1925.

LAVERGNE (B) : *Les Fédérations d'achat et de production des sociétés coopératives distributives, essai sur les origines et le développement actuel de la coopération distributive en Europe*. Thèse, Paris, 1908.

L'ordre coopératif. Etude générale de la Coopération de Consommation. 1926.

LEROY-BEAULIEU (PAUL) : *Précis d'Economie politique*, revu par André Liesse, 1922.

MICHALACOPOULOS : *Exposé des motifs d'une loi sur les Coopératives*. 13 septembre 1914.

NAST (ALFRED) *Le régime juridique des Coopératives. Principes coopératifs et exposé synthétique de la législation*. Thèse, Paris, 1919.

OPPENHEIMER (FRANZ) : *L'Economie pure et l'économie politique*. Traduction de M. H. Horn et H. Selz. Préface de M. Gide, 1914.

Die Siedlungsgenossenschaft, Berlin, 1896.

THALLER et PERCEROU : *Traité élémentaire de Droit Commercial*. 7^e édit. 1925.

Sources diverses

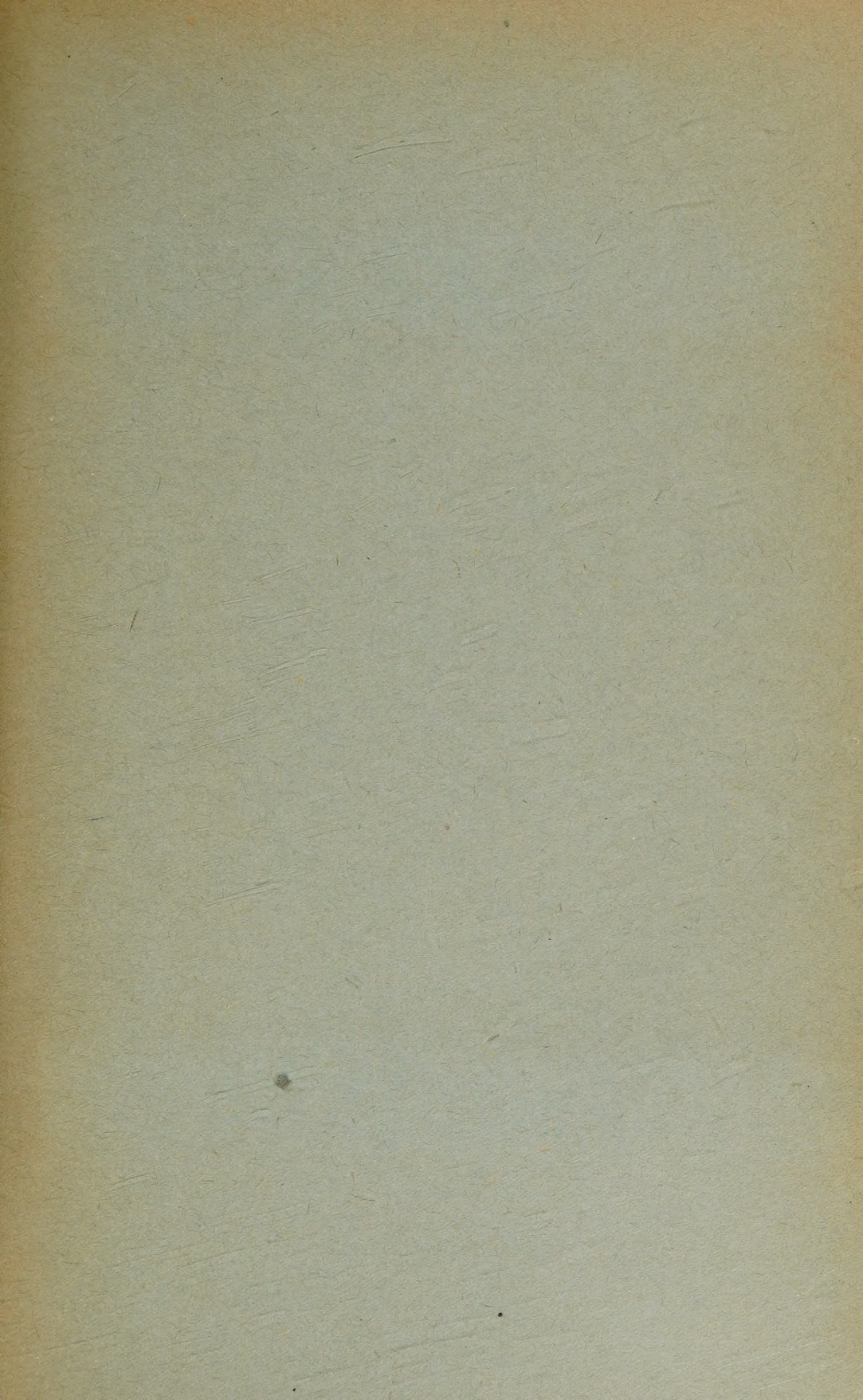
1^o *Exposé de la Commission de la chambre grecque sur le projet sur les coopératives*, 13 octobre 1914.

2^o *Le Coopérateur*, Revue bimensuelle grecque.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
CHAPITRE I. — L'état du coopératisme en Grèce avant 1915, c'est-à-dire avant la loi 602	23
CHAPITRE II. — Analyse de la loi 602 sur les coopé- ratives telle qu'elle a été complétée par les lois 1435 et 1568	35
Section I. Constitution de la Société coopérative	35
Section II. Des rapports entre les associés et la société	38
Section III. Administration de la coopérative	42
Section IV. Dissolution et liquidation de la société	43
Section V. La faillite et sa prévention	46
Section VI. Dispositions diverses : pénales, géné- rales et transitoires	48
APPENDICE. — De la responsabilité limitée et illimitée dans les coopératives et de la part sociale	57
CHAPITRE III. — Les coopératives depuis 1915 jusqu'à juillet 1925	59
Section I. Première phase de 1915 à 1923	60
Section II. Deuxième phase 1923-1924	63
Section III. Troisième phase. Premier semestre 1925	65
APPENDICE. — Quelques particularités sur les coopé- ratives urbaines	68
CONCLUSION	72
BIBLIOGRAPHIE	81
TABLE DES MATIÈRES	83

Achevé d'imprimer le 20 janvier 1927
par Georges Thone, Liège (Belgique)



IMPRIMERIE GEORGES THONE
LIÈGE (BELGIQUE)